

PROJETS DE PÉNÉTRANTES PORTUAIRES

Les travaux de réalisation s'accélèrent

Le raccordement des ports stratégiques au réseau de l'autoroute Est-Ouest franchit progressivement de nouvelles étapes. Malgré des contraintes financières et des difficultés techniques persistantes, l'Algérienne des Autoroutes (ADA) fait état d'avancées tangibles sur plusieurs axes structurants, notamment à Béjaïa, Jijel et Ghazaouet. L'organisme reconnaît toutefois que la complexité de certains chantiers pourrait influencer sur les délais de livraison initialement envisagés. P 3



BOURSE D'ALGER

L'ANVREDET

**agrée en qualité
de promoteur
en Bourse**

La Commission d'organisation et de surveillance des opérations de bourse (Cosob) a annoncé, mercredi, dans un communiqué, l'octroi d'un agrément de Promoteur en Bourse à l'Agence nationale de valorisation des résultats de la recherche et du développement technologique (ANVREDET), en vue de lui permettre d'accompagner les sociétés candidates à l'introduction en bourse.

P 2

OPEP

**La demande
de pétrole
continuera à croître
en 2027**

L'Organisation des pays exportateurs de pétrole (Opep) a indiqué hier dans un rapport mensuel que la demande de pétrole devrait encore augmenter en 2027, et ce quasiment au même rythme que celui prévu pour l'année en cours.

P 3

RAMADHAN 2026

**Dispositif renforcé
pour préserver le
pouvoir d'achat**

À l'approche du mois sacré de Ramadhan 2026, les autorités publiques ont enclenché une série de mesures exceptionnelles visant à garantir l'approvisionnement des marchés, contenir les prix et protéger le pouvoir d'achat des ménages, dans un contexte économique international marqué par les tensions inflationnistes et les perturbations des chaînes d'approvisionnement. Ces orientations ont été au cœur d'une réunion interministérielle présidée récemment par le Premier ministre, consacrée exclusivement aux préparatifs de ce rendez-vous social et économique majeur.

P 5

BANQUES

**Conventions BNA-FGAR pour
la garantie des crédits
d'exploitation** P 2

RÉUNION DU GOUVERNEMENT

**Plusieurs secteurs
examinés** P 2

ECONOMIE MONDIALE

**La BM prévoit
une croissance mondiale
de 2,6% pour 2026** P 11

PHARMACEUTIQUE
**Le laboratoire
«First Remède»
investit dans la
culture de plantes
médicinales à
Touggourt**

Le laboratoire "First Remède" a lancé un projet de culture de plantes médicinales comme l'aloë vera et le ginseng à Touggourt, dans l'objectif de réduire la dépendance aux importations de matières premières qu'il utilise, et de renforcer l'intégration industrielle locale, a indiqué le directeur de la promotion médicale de l'entreprise, Youssef Ait Mohamed. S'étendant sur une superficie totale de 14 hectares, répartis en sept serres de deux hectares chacune, ce projet, dont le taux d'avancement atteint 80%, porte sur la culture de l'aloë vera, du ginseng et de l'ashwagandha, a précisé le même responsable dans une déclaration à l'APS, en marge de la première édition de l'Exposition nationale des produits exportés, ouverte mardi au Centre des conventions d'Oran.

"First Remède", une société de droit algérien opérant sous licence d'un laboratoire allemand, prévoit la mise en production de cette exploitation agricole pour juin 2026, avec une capacité estimée entre 4 et 6 tonnes d'ingrédients destinés à l'industrie parapharmaceutique.

Ce programme agricole repose sur un transfert de savoir-faire opéré par le laboratoire allemand, partenaire de First Remède, a fait savoir M. Ait Mohamed, ajoutant que les études effectuées dans le cadre ce projet affirment que le climat de Touggourt est favorable pour ce genre de culture.

BANQUES
**Conventions BNA-
FGAR pour la
garantie des crédits
d'exploitation**

La Banque nationale d'Algérie (BNA) et le Fond de garantie des crédits aux PME (FGAR) ont signé, mercredi à Alger, deux conventions portant sur la garantie par le Fond des crédits d'exploitation, classiques et islamiques, accordés par cette banque publique, a-t-elle indiqué dans un communiqué.

La signature, tenue au siège de la BNA, a été présidée par le Directeur général de la Banque, Samir Tamrabet, et le Directeur général du FGAR, El-Hadi Temmam, en présence de cadres des deux institutions financières. La première convention porte sur "la couverture des crédits d'exploitation en ce qui concerne l'activité classique, tandis que la seconde concerne les financements d'exploitation pour l'activité islamique, par la garantie FGAR, à l'instar des crédits d'investissement", précise le communiqué. Les conventions permettront aux PME de couvrir leurs besoins de fonctionnement dans le cadre des crédits et financements d'exploitation accordés par la BNA.

BOURSE D'ALGER

L'ANVREDET agréée en qualité de promoteur en Bourse

La Commission d'organisation et de surveillance des opérations de bourse (Cosob) a annoncé, mercredi, dans un communiqué, l'octroi d'un agrément de Promoteur en Bourse à l'Agence nationale de valorisation des résultats de la recherche et du développement technologique (ANVREDET), en vue de lui permettre d'accompagner les sociétés candidates à l'introduction en bourse.

Synthèse Selma R

En plus d'intervenir en amont à travers l'assistance à la structuration du projet d'introduction, la préparation du dossier d'admission et de la notice d'information, le promoteur en Bourse continue, pendant une durée de 5 ans, à accompagner la société dans son parcours boursier, en veillant au respect de ses obligations d'information financière et à sa conformité continue aux règles du marché, a précisé la Cosob. L'agrément de l'ANVREDET en qualité de Promoteur en Bourse, octroyé conformément à la réglementation en vigueur, constitue "une étape importante dans le renforcement des passerelles entre la recherche, l'innovation et le marché financier et contribue à

élargir les opportunités de financement des start-up innovantes", a souligné l'autorité de régulation du marché boursier. A ce jour, les Promoteurs en Bourse agréés par la Cosob sont RMGC Advices & Solutions, Grant Thornton Algérie, Finabi Conseil, Invest Market SPA, ainsi que l'ANVREDET. Dans ce cadre, la Cosob a indiqué que "le Promoteur en Bourse est un acteur clé de l'écosystème du marché financier ayant pour mission d'accompagner les sociétés candidates à l'introduction en bourse, notamment sur le compartiment de croissance de la Bourse d'Alger".

Créée en 1998, l'Agence nationale de valorisation des résultats de la recherche et du développement technologique (ANVREDET) est un établissement public à caractère indus-

triel et commercial (EPIC). Elle a pour mission principale la valorisation des résultats de la recherche scientifique, le transfert technologique vers le tissu économique national, l'accompagnement des projets innovants et des start-up, ainsi que le renforcement des liens entre les acteurs de la recherche et les entreprises, rappelle-t-on.

Institué par la réforme du marché financier de 2023, à travers le règlement de la Cosob n 23-04, le compartiment de croissance est dédié aux PME et aux start-up. Dans ce cadre, la Cosob a assuré avoir procédé à une simplification des conditions d'introduction en bourse, en les adaptant au profil de ces entreprises, la condition principale consistant en la levée d'un montant minimum de 10 millions de DA, permettant l'admission à la cote.

RÉUNION DU GOUVERNEMENT

Plusieurs secteurs examinés

Le Premier ministre, M. Sifi Ghrieb, a présidé, hier, une réunion du Gouvernement consacrée à l'examen d'un projet de décret exécutif relatif à l'ouverture des classes spéciales dans le milieu scolaire et le projet de création de l'Orchestre Philharmonique d'Algérie ainsi que le référentiel national de formation et de compétences, indique un communiqué des services du Premier ministre. Selon la même source, le Gouvernement a examiné un projet de décret exécutif fixant les modalités d'ouverture des classes spéciales dans le milieu scolaire ordinaire et du bénéfice des aménagements raisonnables durant le déroulement des examens et des concours, au profit des personnes ayant des besoins spécifiques. Cette démarche s'appuie sur une

approche d'intégration effective des personnes ayant des besoins spécifiques dans des classes spéciales dans le milieu scolaire ordinaire, en coordination avec les secteurs chargés de la solidarité nationale, de l'éducation nationale et de la santé.

Il s'agit également de la concrétisation du principe d'égalité des chances, en garantissant à cette catégorie d'élèves le droit à l'éducation et à l'enseignement sans discrimination, à travers un soutien pédagogique approprié avec des aménagements qui leur permettent de poursuivre leur scolarité et de passer leurs examens et concours dans des conditions adaptées.

Par ailleurs, le gouvernement a entendu une communication sur le projet de création de l'Orches-

tre philharmonique d'Algérie visant à consolider la présence de l'Algérie sur la scène culturelle internationale en tant que force culturelle active.

La création d'un orchestre national professionnel, incarnée par l'Orchestre philharmonique d'Algérie, représente une nécessité urgente et une garantie fondamentale pour interpréter, réinterpréter et célébrer le patrimoine musical national. Le rôle premier de l'orchestre est de préserver ce patrimoine, de cultiver le goût artistique, de développer les talents et de soutenir la créativité musicale.

Enfin, le Gouvernement a entendu une communication sur le référentiel national de formation et de compétences, en tant que l'une des réformes structurelles

engagées par le secteur de la formation professionnelle dans le cadre d'une vision globale visant à améliorer l'employabilité, à développer les ressources humaines et à opérer une transition qualitative d'une logique de formation par programmes vers une approche moderne centrée sur les compétences professionnelles recherchées sur le marché du travail.

Ce cadre de référence permet une lecture unifiée et claire des besoins en compétences au niveau national et assure la coordination entre les politiques de formation, d'emploi et d'investissement, en reliant directement les parcours de formation aux professions officiellement reconnues dans la classification nationale des professions et de l'emploi.

PRÉLÈVEMENT AUTOMATIQUE DES COTISATIONS DE SÉCURITÉ SOCIALE

La Cacobatph lance une campagne d'information

La Caisse nationale des congés payés et du chômage-intempéries des secteurs du bâtiment, des travaux publics et de l'hydraulique (Cacobatph) a lancé, mercredi, une campagne nationale d'information sur le service de prélèvement automatique des cotisations de sécurité sociale.

Lors d'une rencontre organisée au niveau de l'agence régionale d'Alger de la Cacobatph, la directrice de l'agence, Mme Benoudjit Samira, a précisé que cette campagne, qui s'étendra jusqu'au 31 janvier courant à travers l'ensemble des agences et structures de wilaya relevant de la Caisse,

visait à faire connaître le nouveau service de prélèvement automatique des cotisations de sécurité sociale.

La responsable a indiqué que ce service avait pour objectif de faciliter et d'accélérer les opérations de paiement à distance des cotisations de sécurité sociale, en garantissant leur règlement régulier, sans avoir à se déplacer, et en évitant les retards liés aux délais de paiement, contribuant ainsi, a-t-elle dit, à la simplification et à l'allègement des procédures administratives.

Le service de prélèvement automatique des cotisations «s'inscrit dans le cadre de

la numérisation et de la modernisation des moyens de paiement visant à améliorer la qualité des services fournis aux affiliés de la Cacobatph, tout en assurant un gain de temps et d'efforts et en renforçant la transparence», a affirmé la même responsable.

Elle a, en outre, fait observer que ce service constitue «un apport qualitatif au système des services électroniques, qui compte 23 services numériques proposés par la Cacobatph à ses affiliés», précisant que «99 % des opérations de déclaration des cotisations s'effectuent désormais à distance».

Quotidien économique

Les Enjeux
Eco

Édité par la
SARL

Les enjeux Eco
Tel: 06 98165554

Gérant

Belmihoub
Abdelaziz

Directeur de
publication

Radji Zahir

Siège social

Maison de la presse
01, rue Bachir Attar
Sidi M'hamed Alger
email: lesenjeuxeco@gmail.com

ccb : BDL 005
001700000003889 09

Impression

Centre : SIA

Distribution

Centre:
les enjeux Eco

«Pour votre publicité, s'adresser à : L'Entreprise Nationale de Communication, d'Édition et de Publicité»
Agence ANEP 01, avenue Pasteur, Alger
Téléphone : 020 05 20 91 / 020 05 10 42
Fax : 020 05 11 48 - 020 05 13 45 - 020 05 13 77
E-mail: agence.regie@anep.com.dz
Programmation.regie@anep.com.dz
agence.oran@anep.com.dz
agence.annaba@anep.com.dz
agence.ovargla@anep.com.dz
agence.constantine@anep.com.dz

PROJETS DE PÉNÉTRANTES PORTUAIRES

Les travaux de réalisation s'accélèrent

Le raccordement des ports stratégiques au réseau de l'autoroute Est-Ouest franchit progressivement de nouvelles étapes. Malgré des contraintes financières et des difficultés techniques persistantes, l'Algérienne des Autoroutes (ADA) fait état d'avancées tangibles sur plusieurs axes structurants, notamment à Béjaïa, Jijel et Ghazaouet. L'organisme reconnaît toutefois que la complexité de certains chantiers pourrait influencer sur les délais de livraison initialement envisagés.

Par Adem A.

Évoquant l'état d'avancement de ces projets, le directeur général de l'ADA, Saïd Si Chouaïb, a indiqué que la pénétrante du port de Béjaïa figure aujourd'hui parmi les chantiers les plus avancés. D'une longueur totale de 100 kilomètres, cet axe stratégique est déjà opérationnel sur 84 kilomètres. Les travaux restants portent sur des sections techniquement sensibles, dont l'achèvement est néanmoins jugé imminent. « Nous prévoyons la réception d'environ cinq kilomètres supplémentaires dans un délai d'un mois à un mois et demi », a-t-il déclaré sur les ondes de la radio nationale « Chaîne I », précisant que l'objectif demeure la réalisation d'une liaison complète et continue jusqu'au port de Béjaïa, afin de fluidifier le transport des marchandises et d'alléger la pression sur le réseau urbain. À l'Est du pays, la pénétrante reliant l'autoroute Est-Ouest au port de DjenDjen, dans la wilaya de Jijel, enregistre également des avancées progressives. Long de 110 kilomètres, ce projet a déjà permis la mise en service de 27 kilomètres, répartis entre la wilaya de Sétif, avec 14 kilomètres, et celle de Jijel, avec 13 kilomètres. Selon Saïd Si Chouaïb, l'année 2026 devrait constituer une étape déterminante, avec la livraison attendue de 30 kilomètres supplémentaires, dont le tronçon social d'Ibn Ziad, jugé essentiel pour le désenclavement de plusieurs zones intérieures. « Nous avançons par séquences, en tenant compte à la fois des contraintes du relief et de l'impératif de respecter des stan-

dards de qualité conformes aux normes autoroutières », a-t-il souligné. À l'Ouest, le projet de pénétrante du port de Ghazaouet illustre une approche graduelle, structurée en plusieurs phases. D'une longueur globale de 41 kilomètres, cette infrastructure a déjà vu l'achèvement de 12 kilomètres, tandis que 10 kilomètres supplémentaires sont actuellement en cours de réalisation. La première phase vise prioritairement la connexion du port à la route nationale RN98, une étape considérée comme essentielle pour améliorer l'accessibilité logistique de cette plateforme portuaire. « Il s'agit d'un projet à forte valeur économique, mais qui exige une exécution rigoureuse compte tenu de sa configuration et de son rôle futur dans les échanges commerciaux », a expliqué le directeur général de l'ADA. À travers ces différents chantiers, l'Algérienne des Autoroutes met en avant une stratégie de consolidation progressive du réseau, axée sur la qualité des ouvrages et leur durabilité. « Notre priorité n'est pas seulement de livrer des kilomètres, mais de mettre en service des infrastructures fiables, sûres et capables de répondre aux besoins économiques sur le long terme », a insisté Saïd Si Chouaïb, rappelant que ces pénétrantes constituent un maillon essentiel entre le réseau autoroutier national et les ports, appelés à jouer un rôle central dans la stratégie logistique et commerciale du pays.

**Tronçon de Djebahia :
une solution durable à l'étude**

Parallèlement à ces projets d'extension,

l'ADA est confrontée à des problématiques de sécurité sur certains segments existants du réseau, à l'image du tronçon de Djebahia. Long de sept kilomètres, ce segment figure parmi les plus sensibles de l'autoroute Est-Ouest en raison d'une pente supérieure à 6 %, qui le rend particulièrement accidentogène. Les accidents récurrents y impliquent souvent des poids lourds confrontés à des difficultés de freinage et de manœuvre. Face à cette situation, des mesures correctives ont été engagées afin de réduire les risques à court terme. Selon Saïd Si Chouaïb, des travaux de réfection de la chaussée ont récemment été réalisés, accompagnés d'un renforcement de la signalisation. « Ces interventions ont permis d'améliorer les conditions de circulation et de limiter les situations dangereuses, en attendant une solution plus structurelle », a-t-il expliqué. Ces mesures demeurent toutefois transitoires. Conscient des limites imposées par la configuration du terrain, le directeur général de l'ADA a confirmé qu'une solution de fond est actuellement à l'étude. « Nous travaillons sur l'hypothèse d'un tracé alternatif qui permettrait de saffranchir définitivement de ce passage à forte déclivité », a indiqué Saïd Si Chouaïb, précisant que des études techniques et économiques comparatives sont en cours afin d'identifier l'option la plus sûre et la plus soutenable. L'objectif affiché est d'éliminer durablement ce point noir et de renforcer la sécurité des usagers sur un axe autoroutier vital pour les échanges entre l'Est et l'Ouest du pays.

OPEP

La demande de pétrole continuera à croître en 2027

Par R. E.

L'Organisation des pays exportateurs de pétrole (Opep) a indiqué hier dans un rapport mensuel que la demande de pétrole devrait encore augmenter en 2027, et ce quasiment au même rythme que celui prévu pour l'année en cours. La demande mondiale de pétrole devrait croître de 1,34 million de barils par jour (mb/j) en 2027, contre une croissance de 1,38 mb/j attendue en 2026 - une estimation inchangée par rapport au mois dernier -, affirme l'Opep dans son dernier rapport mensuel de projections, en fonction de la conjoncture économique. En conséquence, la demande pétrolière devrait s'établir à 106,5 mb/j en 2026 et à 107,9 mb/j en 2027, précise l'Opep. L'organisation table sur une croissance mondiale en hausse en 2027, à 3,2%, contre 3,1% en 2026, des "perspectives positives" qui reposent notamment sur un apaisement de la guerre sur les droits de douane lancée l'an dernier par l'administration américaine avec les principaux partenaires commerciaux des Etats-Unis. Le rapport mentionne également des "ajustements" de politiques monétaires dans les grandes économies du monde et des mesures fiscales stimulant la croissance. En 2026 comme en 2027, la croissance de la demande mondiale de pétrole sera à nouveau portée, de manière écrasante, par les pays hors OCDE (Organisation de coopération et de développement économiques), Inde, Chine et Moyen-Orient en tête.

PERFORMANCE, ORGANISATION ET INNOVATION DANS LE SECTEUR AGRICOLE

Les orientations du Président saluées par les professionnels

Par M. A.

Les décisions issues du dernier Conseil des ministres confirment la volonté des pouvoirs publics de hisser durablement le secteur agricole au rang de pilier stratégique de l'économie nationale. En plaçant et la réduction de la dépendance aux importations au cœur des priorités, les orientations du président de la République tracent une trajectoire claire en faveur du renforcement de la sécurité alimentaire du pays. Dans ce contexte, les professionnels de la filière agricole saluent des décisions qu'ils jugent cohérentes, pragmatiques et en phase avec les réalités du terrain, estimant qu'elles définissent un cap précis pour répondre plus efficacement aux besoins du marché national. Pour le président de la Chambre nationale de l'agriculture (CNA), Mohamed Yazid Hambli, les instructions présidentielles traduisent une connaissance approfondie des défis structurels auxquels fait face le secteur. Il estime que « les décisions prises lors du Conseil des ministres viennent consolider les acquis réalisés ces dernières années et ouvrent la voie à une nouvelle phase axée sur la correction des insuffisances, notamment en matière de production des viandes et de régulation des marchés », a-

t-il déclaré à l'APS. Selon lui, la feuille de route agricole pour 2026 répond largement aux attentes des professionnels, en particulier à travers la poursuite de l'organisation du secteur, la régularisation du foncier agricole et la facilitation de l'accès au matériel agricole. Dans la même dynamique, le secrétaire national de l'Union nationale des paysans algériens (UNPA), Slimane Draibine, voit dans ces orientations une opportunité réelle de relance globale touchant l'ensemble des filières. Il souligne que « l'amélioration des rendements à l'hectare, la substitution progressive des importations par la production nationale et l'augmentation des volumes de viandes rouges et blanches constituent des axes structurants pour répondre durablement aux besoins du marché ». Il insiste également sur l'adhésion des agriculteurs à cette vision, à condition qu'elle soit accompagnée d'un soutien technique et organisationnel effectif sur le terrain. De son côté, le président du Conseil interprofessionnel de la filière des céréales (CNIFC), Abdelghani Benali, met en avant l'importance stratégique accordée à la filière céréalière dans les décisions présidentielles. Il considère que l'accent mis sur le relèvement des rendements à l'hectare constitue « un tournant décisif pour

atteindre l'autosuffisance progressive en céréales ». Selon lui, « le président de la République a clairement affirmé que l'enjeu n'est plus seulement l'extension des surfaces, mais l'optimisation scientifique de la production, à travers le choix des semences adaptées, la modernisation des itinéraires techniques et une meilleure gestion des ressources hydriques », a-t-il déclaré au micro d'Echouoruk News. Abdelghani Benali souligne, par ailleurs, la nécessité d'une coordination renforcée entre l'ensemble des acteurs du secteur. « La réussite de cette stratégie passe par une synergie réelle entre les pouvoirs publics, les instituts techniques, les universités et les agriculteurs. Sans un accompagnement scientifique continu et une vulgarisation efficace, il sera difficile d'atteindre les objectifs fixés », affirme-t-il, plaidant pour une généralisation des pratiques agricoles modernes et une meilleure anticipation des aléas climatiques. Les orientations présidentielles prévoient également la révision de la loi d'orientation agricole, afin d'adapter les mécanismes de régulation et d'organisation aux nouvelles exigences du secteur. À ce propos, Abdelghani Benali estime que « l'actualisation du cadre juridique est indispensable pour encourager l'investissement, structurer les filières et

promouvoir les coopératives spécialisées, notamment dans la production et la transformation des céréales ». Il rappelle que la réduction des importations ne peut être effective qu'à travers une production locale compétitive et durable. Par ailleurs, le président de la République a insisté sur l'urgence de redynamiser la production des viandes rouges et blanches, en associant étroitement les éleveurs et les producteurs, tout en poursuivant la régularisation du foncier agricole. L'objectif fixé de porter les superficies agricoles cultivées à trois millions d'hectares traduit, selon les professionnels, une ambition réaliste, à condition que l'accès à l'eau, aux intrants et au matériel agricole soit assuré dans des délais raisonnables. Enfin, l'accent mis sur l'importation urgente du matériel agricole destiné aux opérations de récolte, notamment pour les céréales, le maïs et le tournesol, est perçu comme un signal fort en faveur de la modernisation du secteur. Pour Abdelghani Benali, « la disponibilité du matériel de récolte est un facteur déterminant pour réduire les pertes post-récolte et améliorer la performance globale de la filière céréalière ».

SALON INTERNATIONAL DE L'AGRICULTURE, L'INDUSTRIE DE TRANSFORMATION ET L'ÉLEVAGE

Participation de 45 exposants à 4e édition à El-Meniaa

Quelque 45 exposants prennent part à la 4ème édition du Salon international de l'agriculture, de l'industrie de transformation et de l'élevage, ouverte mardi à El-Meniaa. Cette édition du Salon voit la présence d'opérateurs nationaux et étrangers, avec notamment des compagnies opérant dans la fabrication d'équipements et outils agricoles, la production d'intrants nécessaires au développement des cultures stratégiques, à la céréaliculture aux cultures fourragères, à l'arboriculture et aux cultures maraichères. Les opérateurs agricoles ont salué l'organisation de cette manifestation qui leur permet de prendre connaissances des nouveautés technologiques, aussi bien en produits agricoles que de mécanique, susceptibles de contribuer au développement d'une agriculture moderne et l'amélioration des rendements agricoles. Le wali d'El-Meniaa, Mokhtar Benmalek, a indiqué, lors de l'inauguration du Salon à la salle omnisports de la commune de Hassi El-Gara, que les services de la wilaya œuvrent à aplanir les contraintes rencontrées par les investisseurs, à travers la délivrance, dans de brefs délais, d'autorisations de forages d'irrigation, la régularisation réglementaire de situation d'opérateurs agricoles, et la prise en charge de leurs préoccupations selon les moyens disponibles.

Le chef de l'exécutif de wilaya a affirmé que plus de 1.200 exploitations agricoles ont été raccordés au réseau d'électrification depuis 2021 et certaines autres sont projetées, en plus de l'ouverture de pistes agricoles.

Il a ajouté qu'El-Meniaa s'est vue accorder, à la lumière des récoltes réalisées ces dernières années, une série d'installations en vue d'accroître les capacités de stockage des céréales et fourrages.

Une production de plus de 1,1 million de quintaux de céréales a été réalisée la saison écoulée, dans la wilaya d'El-Meniaa, a rappelé le même responsable, avant de faire part de l'emblavement, cette saison, de plus de 26.000 hectares.

BAD- GROUPE DE COORDINATION ARABE

Un partenariat pour accélérer la transformation économique de l’Afrique

Le Groupe de la Banque africaine de développement (BAD) et le Groupe de coordination arabe (ACG) ont lancé un partenariat stratégique structuré visant à accroître le cofinancement et la mobilisation des capitaux afin d'accélérer la transformation économique de l'Afrique, a indiqué un communiqué conjoint des deux institutions. Cette initiative a été annoncée à l'issue d'une réunion de consultation de haut niveau tenue, mardi à Abidjan, au siège de la Banque africaine de développement, réunissant les dirigeants des deux groupes. La réunion de consultation a abouti à l'adoption d'une Déclaration commune définissant une vision politique partagée et la traduisant en orientations opérationnelles, et fixant les domaines prioritaires de coopération, a précisé le communiqué soulignant que ce partenariat vise "à accroître le cofinancement, à mobiliser des

capitaux privés et à accélérer la transformation économique de l'Afrique". Cette Déclaration va établir, selon la même source, "les principes des mécanismes de suivi institutionnels qui guideront la prochaine phase du partenariat arabo-africain et prévoit l'élaboration d'un cadre de financement et de partenariat opérationnel, à envisager en 2026". Elle reconnaît également le rôle central du Fonds africain de développement (le guichet de financement concessionnel du Groupe de la Banque) dans le soutien aux pays à faible revenu et fragiles, appelant à explorer une collaboration plus étroite entre les institutions de l'ACG et le Fonds. Cette réunion de consultations a permis d'établir une plateforme commune pour passer d'une coopération fragmentée à un co-investissement à grande échelle aligné sur les priorités de développement économique du continent. La consultation intervient dans un contexte où

l'Afrique est confrontée à un déficit croissant de financement du développement et à un besoin urgent de mobiliser des capitaux à grande échelle pour l'accès à l'énergie, la résilience climatique, et la sécurité alimentaire.

Dans ce contexte, les discussions ont porté notamment sur la manière dont l'ACG et la Banque africaine de développement pouvaient conjointement ancrer le cofinancement arabo-africain pour mobiliser des investissements publics et privés plus importants et mieux coordonnés afin de soutenir les priorités d'investissement en matière de développement de l'Afrique.

Créé en 1975, le Groupe de coordination arabe est une alliance stratégique regroupant dix institutions arabes nationales, régionales et internationales, œuvrant pour une réponse coordonnée au financement du développement.

ENTREPRENEURIAT

Le ministre Ouadah reçoit une délégation de l’université italienne de Naples

Le ministre de l'Economie de la connaissance, des Start-up et des Micro-entreprises, Noureddine Ouadah, a reçu une délégation de l'Université Parthénope des études de Naples (Italie), conduite par le professeur Antonio Garofalo, recteur de l'université, indique mercredi un communiqué du ministère.

Lors de cette rencontre, tenue mardi au siège de l'accélérateur public Algeria Venture, en présence de l'ambassadeur d'Italie en Algérie, Alberto Cutillo, les deux parties ont examiné les moyens de développer les capacités nécessaires à la création d'écosystèmes innovants, en sus de renforcer une approche commune dans le domaine des micro-entreprises, précise la même source. Le programme de la visite, qui s'inscrit dans le cadre de la coopération algéro-italienne autour du "développement des compétences entrepreneuriales en Algérie", a inclut des présentations animées par des cadres du ministère de l'Economie de la connaissance, portant sur l'écosystème des start-up et les mécanismes de promotion de l'en-

trepreneuriat, à l'instar de l'Agence nationale d'appui et de développement de l'entrepreneuriat (NESDA), de l'Agence nationale de gestion du microcrédit (ANGEM), et de l'Agence nationale de l'auto-entrepreneur (ANAE). Dans ce cadre, des enseignants de l'Université Parthénope des études ont présenté un exposé sur les programmes de renforcement des capacités entrepreneuriales au sein des universités et les perspectives de coopération pour le développement durable, selon le communiqué du ministère, qui a souligné que cette initiative constituait une étape importante dans le renforcement de la coopération entre les deux pays dans le domaine de l'entrepreneuriat et de l'innovation.

Mercuriale

وزارة التجارة الداخلية وضبط السوق الوطنية
MINISTERE DU COMMERCE INTERIEUR
ET DE LA REGULATION DU MARCHÉ NATIONAL

وزارة الفلاحة والتنمية الريفية والصيد البحري
MINISTERE DE L'AGRICULTURE,
DU DEVELOPEMENT RURAL ET DE LA PECHE

عرض أسعار البيع بالتجزئة للمواد الفلاحية واسعة الإستهلاك ليوم 14 جاتفي 2026
Mercuriale des prix des produits agricoles de large consommation, date: 14 Janvier 2026

Prix du détail ¹			أسعار التجزئة ²		
DA / Kg			دج / كلف		
Produits		معدل Moyenne	أعلى Maximum	أدنى Minimum	المنتجات
Légumes frais	Pomme de terre	71	79	62	البطاطا
	Tomate	107	126	88	الطماطم
	Oignon sec	69	76	61	البصل الجاف
	Ail sec	782	851	712	الثوم الجاف
	Carotte	92	103	80	الجزر
	Navet	106	118	94	اللفت
	Choux fleur	79	89	68	قرنبيط
	Choux	85	96	75	الكرنب
	Courgette	160	175	145	الكوسة
	Haricot vert	381	414	349	الفاصولياء الخضراء
	Laitue	147	161	132	الخس
Fruits frais	Clémentine	192	229	156	كليمنتين
	Mandarine	161	190	131	المندرين
	Orange	154	187	121	البرتقال
	Citron	152	176	129	الليمون
	Pomme locale	379	456	303	التفاح المحلي
	Datte	506	629	382	التمر
	Banane	505	522	483	الموز
Produits d'origine animale	Viande bovine locale	1905	2054	1757	لحم البقر المحلي
	Poulet de chair	336	349	323	الدجاج
	Œufs (Unité)	21	22	19	البيض (وحدة)
	Lait de vache (Litre)	96	101	90	حليب البقر (لتر)

Dernière composition de DZAIRINDEX

Libellé de la valeur	Code	Ouverture	Clôture	Var %	Ecart Mensuel %	Ecart Annuel %	per	Rend Net %	Volume transigé	Valeur transigée DA
ALLIANCE ASSURANCES	ALL	330,00	NC	0,00	2,44	-20,92	5,82	10,61	0	0,00
BANQUE DE DEVELOPPEMENT LOCAL	BDL	1 410,00	NC	0,00	0,60	-0,14	9,07	5,52	0	0,00
BIOPHARM	BIO	2 501,00	NC	0,00	0,00	2,50	6,65	6,40	0	0,00
CREDIT POPULAIRE D'ALGERIE	CPA	2 300,00	2300,00	0,00	0,01	1,55	10,97	5,43	9006	20 713 800,00
EGH El Aurassi	AUR	360,00	NC	0,00	0,00	-8,35	4,55	-	0	0,00
SAIDAL	SAI	420,00	NC	0,00	0,00	4,43	3,97	5,00	0	0,00

Visions du monde

Le monde se fragmente et se polarise, il se multipolarise. Son histoire a été marquée par une fragmentation en tribus, en cités-États et une polarisation en Empires, puis par une fragmentation des Empires et une polarisation en nations et villes. Mais des empires ont subsisté à côté des nations États et des États-nations. On devrait dire que la Chine et les USA sont des nations empire.

1ère partie

Par DERGUINI Arezki (*)

La Chine n’a pas cessé de se renouveler en empire, les USA réinventent l’empire européen. Les empires qui ne se sont pas réinventés ont été défaits. La compétition mondiale et la fragmentation menacent les États des sociétés des autres civilisations et réveillent d’anciens empires.

Polarisations fragmentations.

Le monde se structure en se polarisant, il se déstructure en se fragmentant, mais les deux mouvements ne vont pas l’un sans l’autre. Polarisation ne va pas sans fragmentation, fragmentation ne va pas sans polarisation. Structuration ne va pas sans déstructuration, déstructuration ne va pas sans restructuration. La structuration peut déstructurer plus qu’elle ne structure, la polarisation fragmenter plus qu’elle ne polarise, mais sous toute déstructuration pointe une structuration. La polarisation peut engager une fragmentation pour son développement ou sa régression. Aussi s’agit-il de savoir vers quelles structurations, fragmentations polarisations va le monde et peuvent être prises les sociétés ? Fragmentations polarisations en nations-Empires, États-nations, sociétés sans État, blocs, zones d’influence, archipels, zones économiques, diversement, et tout cela à la fois ? Mais l’on peut dire que cette « impérialisation » du monde s’accommode d’un développement des sociétés sans État[1]. La bulle de l’intelligence artificielle est inévitable. La compétition mondiale pousse les Américains à concentrer leurs investissements dans l’intelligence artificielle pendant que la production chinoise et asiatique étouffe la production occidentale. Pour desserrer l’étreinte, les USA sont poussés à perturber les échanges mondiaux adverses et à rétablir des monopoles par des interventions militaires. Le conflit au Yémen qui oppose l’Arabie saoudite et les Émirats arabes unis (EAU) est symptomatique de l’opposition des stratégies de la Chine et des USA quant à la stratégie de polarisation fragmentation du monde. Les USA, Israël et les EAU multiplient les sociétés sans État hors de leur sphère civilisationnelle face à la compétition économique chinoise. Ces pays mettent en œuvre une stratégie de séparation du politique et du marché pour soumettre le premier au second. La compétition entre la Chine et les USA est en train de laisser sur le banc de la compétition mondiale une part de plus en plus importante de la population mondiale. La production industrielle de l’Est asiatique tue la production industrielle du reste du monde. La polarisation fragmentation du monde polarise d’un côté et fragmente d’un autre. Mais fragmentation

ne peut pas aller sans polarisation. Polarisation politique et /ou militaire et/ou économique. Fragmentations polarisations aux enjeux divers. Le monde se scindera-t-il en deux, selon une ligne de partage imaginaire, entre d’un côté un monde civilisé polycentré, de villes intelligentes, concentrant robots et machines intelligentes, d’humains augmentés et d’un autre côté, un monde barbare déstructuré, surchargé de populations prolétariées, sous le contrôle d’entrepreneurs, seigneurs de guerre ou autres ? À mes yeux, la question d’importance est la suivante : dans quelles conditions peut être envisagé un rééquilibrage des rapports entre humains et non-humains ? L’Afrique doit s’engager dans un tel rééquilibrage pour éviter l’effondrement. Face à la polarisation chaotique que leur promet l’impérialisation occidentale du monde, l’Afrique et le Moyen-Orient doivent pouvoir se constituer en « empire » afin de pouvoir évoluer à son propre rythme. Ce n’est qu’en acceptant d’avancer à son propre rythme, en soumettant ses échanges extérieurs à son propre rythme d’accumulation qu’elle pourra éviter l’effondrement qui la menace avant toute autre région du monde.

Le cours des choses et la volonté humaine.

Toute stratégie s’inscrit dans une certaine vision du monde. Voir le monde tel qu’il est ou tel qu’il va, accepter de le voir tel qu’il est ou tel qu’il va, suppose une cosmologie, une métaphysique en sus d’un appareillage théorique. Deux visions s’affrontent : inscrire la volonté dans le cours des choses ou prétendre lui ordonner son cours. La première vision est « économique », elle vise à tirer avantage du cours, la seconde est coûteuse, elle vise à soumettre le cours des choses. La première s’impose, les humains doivent s’adapter, mais la différence se déplace vers la façon de tirer avantage du cours des choses. Il y a une manière ancienne qui s’exacerbe dans le libertarianisme et la sacralisation de la propriété privée et d’autres manières dont celle chinoise qui la défie. Toutes les sociétés ne sacralisent pas la même chose. L’Occident et l’Asie de l’Est n’entretennent pas le même rapport au cours des choses. Le premier entretient un rapport d’extériorité, la seconde un rapport d’intériorité. Le premier a un souci de maîtrise, la seconde un souci d’harmonie. Pour l’Occident, Dieu aurait parlé aux humains et leur aurait soumis les non-humains. Pour quoi faire ? Il a confondu ce qu’il veut et ce qu’Il veut. Les sociétés occidentales ont oublié Dieu parce qu’elles croyaient pouvoir faire ce qu’elles veulent ou parce qu’elles se croyaient élues. Pour l’Occident, Dieu ne communique plus régulièrement avec Sa Création, Il s’est retiré du monde, Il a confié son cours à des lois que la Science s’occupe maintenant de

déchiffrer. Pour l’Asie de l’Est, le « Ciel ne parle pas », il s’exprime, mais ne s’adresse pas verbalement aux humains, car que parler peut dire ? Il « est » dans le cours des choses et hors de lui. Tout se passe comme si, pour les croyants monothéistes, Dieu ne parlait, ne commandait qu’aux humains. Les non-humains n’auraient qu’à leur obéir. D’avoir oublié que Dieu « parlait » à toutes choses, « était » toujours dans sa Création, commandait de mille manières, ces croyants ont voulu imposer au cours des choses leur volonté qu’ils croyaient tenir de Dieu. La posture de ce rapport au cours des choses survivra à « la mort de Dieu ». Elle survivra parce qu’elle sera devenue posture acquise, non interrogée, et parce que conforté par le cours des choses. Le cours des choses leur donnera le sentiment qu’ils sont maîtres de la nature, que le monde obéit à la Raison. De la justification divine, il ne sera plus nécessaire, l’Histoire leur donnera raison. Le réel sera rationnel, l’histoire progrès humain. Mais dès que le cours des choses ne confondra plus réel et rationalité occidentale, l’histoire et le progrès, s’engagera une crise des croyances, un processus de décivilisation. En Occident, à « la mort de Dieu », pourra succéder « la mort de l’Homme », à la civilisation la barbarie. Pour l’Asie de l’Est, l’Histoire est cyclique, le rapport de la civilisation à la barbarie est d’exclusion et de compréhension. Elles se contiennent, s’opposent, se substituent et se complètent. Le retour de la barbarie n’est pas exclu, elle aura son temps. Lorsque la civilisation aura cru qu’elle est sur le point de se défaire de la barbarie, aura atteint son apogée, elle se décomposera pour découvrir une barbarie qu’elle avait oubliée et ne reconnaissait plus. Sous hégémonie culturelle occidentale, Dieu ne s’adressant qu’aux humains, Dieu soumettant les non-humains aux humains par la Religion, puis par la Science, cette rupture entre humains et non-humains sera reportée au sein des humains, au nom du Savoir, des lumières divines et scientifiques. L’humanité étant une, celle non comprise sera dite barbare, non humaine. De la civilisation surgira la barbarie. Un Occident barbare se prépare. Dieu a parlé aux humains, mais ayant arrêté de parler aux humains, Il continue de parler à sa Création, Il agit, lui commande. Les humains ne peuvent se mettre à Sa place, hériter de son trône, de son omniscience et de son omnipotence. Ses signes ne sont pas simplement contenus dans ses saints livres et nos rapports avec Lui, ses commandements ne sont pas fixés dans des lois invariables. Aussi les Chinois ont-ils porté une grande attention aux signes que révélait le cours des choses de sa trajectoire, non pas les déchiffrer pour commander le cours des choses, mais pour mieux s’y porter, se contenir. Si la

Nature est un grand Livre, quelle langue pourrait leur permettre d’en prendre possession ? Les mathématiques, comme le pensait Galilée Galileo et le pensent d’autres aujourd’hui ? De Son Savoir ils ne peuvent prendre que ce qu’Il en donne, de ce que donne l’expérience, du savoir qu’Il accepte de concéder, que concède l’expérience. Du monde on ne peut prendre que ce que nous sommes en mesure de rationaliser, de ce qui se laisse rationaliser, de ce qui se laisse comprendre par notre expérimentation. Galilée se met trop vite à la place de Dieu, il réduit trop vite le réel au rationnel. Alors que l’Occident dit au monde ce qu’il doit être, l’Asie de l’Est lui demande ce qu’il veut être afin de déterminer ce qu’il doit et peut être. Les Chinois ont « enterré » Dieu et les divinités, ils ont cessé de les personnaliser ; ils les ont mis dans le cours des choses, pour mieux obéir au cours des choses, le servir et être servis en retour. La volonté divine ne s’enferme pas dans nos langues et leurs livres. Dans la barbarie se cache la civilisation qui attend son heure. Dans la civilisation se cache la barbarie (que l’on dira aujourd’hui décivilisation) qui prépare son temps. La barbarie cachée de l’Occident ne peut plus l’être ; sa civilisation, ses lumières, ce qu’elle apporte au monde, ne tiendront plus cette barbarie dans l’obscurité. Sa face obscure recouvrira sa face lumineuse. Lorsque la civilisation oublie la barbarie qui se cache en elle, elle fait son lit. Lorsqu’elle refoule sa barbarie, le retour du refoulé attend son heure. La civilisation ne peut aller sans la barbarie et la sauvagerie, comme le jour ne peut aller sans la nuit. Elles se définissent mutuellement. Toute civilisation a ses barbares et ses sauvages, non pas ceux qu’elle projette à l’extérieur pour mieux façonner son image, mais ses barbares intérieurs. Elle les apaise ou les agite. Il n’y a pas de Civilisation, juste des civilisations, des civilisations qui s’éteignent, retournent à la barbarie, et qui renaissent. Elles alternent, l’une renaît dans la mort de l’autre. L’heure est à la sinisation du monde, comme l’heure passée a été celle de l’occidentalisation. Aller selon le cours du monde aujourd’hui, c’est pouvoir comprendre le monde d’un point de vue chinois, du point de vue de l’harmonie des humains et des non-humains, de la nature et de la société, du capital et du travail. Ceux qui ignoreront ce renversement, lui tourneront le dos, s’enfonceront dans la barbarie, parce qu’ils ne pourront pas imposer au cours des choses ce qu’ils auront voulu lui imposer.

(A suivre)

Notes

[1] Tom W. Bell. Your next government? From the Nation State to the Stateless nations. Cambridge University Press. 2018.

(*) Enseignant chercheur en retraite, Faculté des Sciences économiques, Université Ferhat Abbas Sétif ancien député du Front des Forces Socialistes (2012-2017), Béjaïa.

TIMIMOUN

Distribution de plus de 380 quintaux d’orge aux éleveurs

Un premier quota de 380 quintaux (Qx) d'orge a été accordé à la wilaya de Timimoun pour être distribué aux éleveurs de la wilaya, a-t-on appris mardi de la direction locale des services agricoles (DSA). L'approvisionnement de la région en cette quantité intervient en application des mesures prises en direction des éleveurs pour renforcer la transparence et consolider le système de distribution de l'orge, en vue de venir en aide aux éleveurs et stabiliser le marché local, a expliqué le DSA, Rafik Benmansour. L'orge sera distribuée aux éleveurs détenteurs de la carte professionnelle d'élevage, établie par la Chambre de l'Agriculture, et d'une fiche de constat actualisée, pour permettre une distribution proportionnelle à l'effectif du cheptel, a indiqué le même responsable. Cette quantité d'orge, destinée à l'élevage bovin, camelin, équin et caprin, est entreposée au niveau de la coopérative des céréales et légumes secs (CCLS) de Timimoun, a fait savoir M. Benmansour, en ajoutant qu'un autre lot de 400 quintaux d'aliments de bétail et avicole sera distribuée aux professionnels. Un point de vente pertinent de l'Office national d'aliments de bétail sera ouvert dans la région, après finalisation des procédures administratives, selon la même source.

MÉDÉA

Les travaux d’aménagement de deux micros zones d’activités achevées

Les travaux d'aménagement de deux micros zones d'activités situées à Ksar El-Boukhari et Ain Boucif, au sud de Médéa, sont totalement achevés, a-t-on appris, mardi, auprès de la direction locale de l'industrie. La micro zone d'activité de Ksar El-Boukhari s'étend sur une superficie de 1,57 hectare et comprend 25 lots, alors que celle-ci projette à Ain Boucif couvre une surface de 1,49 hectare réparti également sur 25 lots, at-on fait savoir. L'attribution de ces terrains se fera par l'intermédiaire de l'Agence algérienne de promotion de l'investissement (AAPI) conformément aux procédures légales inhérentes à la gestion du foncier industriel, at-on indiquées. La création de ces micro-zones d'activités s'inscrit dans le cadre de la promotion et de l'encouragement de l'investissement productif, a souligné la même source. Par ailleurs, l'opération d'assainissement et de récupération du foncier industriel attribué aux investisseurs n'ayant pas entamé les travaux de leurs projets dans les délais impartis, à propos de la récupération de plus de 64 hectares ventilés à travers de nombreuses zones industrielles et d'activités, a-on noté. Les parcelles récupérées ont été versées au portefeuille foncier géré par l'AAPI, a-t-on ajouté.

ILLIZI

Introduction de plus de 11.500 têtes de bétail dans le cadre du commerce de troc en 2025

Plus de 11.500 têtes de bétail ont été introduites dans la wilaya d’Illizi en 2025, dans le cadre du commerce de troc frontalier, a-t-on appris mercredi auprès de la Direction locale du Commerce intérieur et de la Régulation du marché national.

Selon le bilan 2025 des activités de troc dans cette wilaya, le cheptel importé se répartit entre plus de 11.000 têtes d'ovins, 354 têtes de caprins, 326 têtes camelines Les opérations d'importation ont été opérées dans le strict respect des procédures réglementaires en vigueur et sous contrôle vétérinaire, a souligné la source. Cette activité a impacté positivement les prix des viandes rouges, donnant lieu à une baisse notable, comparativement aux prix pratiqués dans les wilayas du Nord, a indiqué à l'APS le chef de service d'observation du marché et d'information économique, Abdelmadjid Gherbi. Au registre des exportations de 2025, toujours dans le cadre du commerce de

troc frontalier, il est fait état de près de 3,78 millions de kilogrammes de produits de consommation algériens, englobant plus de 907. 000 kg de dattes sèches et environ 2,873 millions de kg de produits d'entretien et de savon, selon la même source. S'agissant des opérateurs, les services du Commerce ont signalé l'activité de cinq (5) opérateurs économiques au cours de l'année 2025, sur les huit (8) opérateurs agréés dans le cadre de l'activité de troc frontalier. Pour les perspectives de 2026, les services du Commerce font part de 28 nouveaux dossiers déposés et sont actuellement en cours d'étude au niveau de la commission de wilaya d’Illizi en charge du Commerce de troc avec le Niger et le Mali.

Le commerce de troc frontalier a eu des effets “positifs” sur la région, à travers une baisse des prix, la disponibilité de viandes, la génération d'emplois et la création d'abattoirs privés, selon la même source. Le commerce de troc frontalier est régi par les dispositions du décret interministériel du 2 juillet 2020, qui fixe les conditions d'exercice de cette activité, notamment en ce qui concerne l'obtention d'une identification spéciale, la condition de résidence dans l'une des wilayas du Grand Sud, ainsi que la disponibilité de structures de stockage et de moyens de transport adéquats, et ce, dans le respect des règles sanitaires vétérinaires et de protection du consommateur.

FORMATION PROFESSIONNELLE À BOUMERDES

Plus de 9000 places pédagogiques pour la session de février

Le secteur de la formation et de l'enseignement professionnels de Boumerdes assurera une offre globale de plus de 9000 places pédagogiques au profit des jeunes, à l'occasion de la rentrée professionnelle de la session de février 2026, à-on informé, mardi, auprès de la direction du secteur. Sur ce total de places pédagogiques mises à disposition par le secteur, plus de 4000 relèvent du mode de formation qualifiante, a indiqué, à l'APS, la directrice du secteur, Saliha Manzou, en marge de l'ouverture des salons locaux

de la formation et de l'enseignement professionnels, organisés simultanément dans neuf (9) daïras de la wilaya. Les autres lieux pédagogiques sont destinés à la formation diplômante, aux établissements pénitentiaires, aux bénéficiaires de l'allocation chômage, aux femmes au foyer, à la formation par passerelle, ainsi qu'à des spécialités pour les secteurs industriels et économiques. Ces salons proposent plus de 100 spécialités de formation, en plus d'offres liées aux idées innovantes et aux start-

up. Lancée à partir de la Maison de la culture Rachid-Mimouni de Boumerdes, cette manifestation, qui se poursuivra pendant trois (3) jours, comprend des espaces dédiés à la présentation des spécialités, ainsi qu'aux innovations et réalisations des stagiaires et diplômés. Selon le même responsable, ces événements visent à rapprocher la formation professionnelle des jeunes, à les informer sur les opportunités offertes et à mettre en valeur le rôle du secteur dans la

formation spécialisée, le développement des start-up et la promotion de l'innovation. Ils permettent également de mettre en avant les avantages et les perspectives professionnelles du secteur. A noter la participation à cette manifestation des directions de wilaya, de l'Agence de gestion du microcrédit (ANGEM), de l'Agence nationale de soutien et de développement de l'entrepreneuriat (NESDA), d'organismes de soutien à l'emploi des jeunes, ainsi que de plusieurs associations.

AMÉNAGEMENT DU FRONT DE MER D'EL AOUANA (JIJEL)

500 millions DA pour la réalisation de la 2^e tranche du projet

Une enveloppe financière de 500 millions DA a été octroyée pour la réalisation de la deuxième tranche du projet d'aménagement du front de mer de la commune d'El Aouana (Jijel), a-on été informé mardi auprès des services de wilaya. Selon la même source, l'opération qui s'inscrit dans le cadre du parachèvement du projet d'aménagement du front de mer d'El Aouana mobilise une enveloppe financière de 500 millions DA pour cette deuxième tranche. Financée par le Fonds de solidarité et de ga-

rantie des collectivités locales, cette tranche permettra d'aménager des structures et des espaces importants pour les habitants de cette ville et ses visiteurs, à-on indiqué. L'opération porte sur l'aménagement de 500 mètres linéaires avec réalisation de réseaux d'assainissement, d'évacuation des eaux pluviales, d'approvisionnement en eau potable, d'irrigation et d'éclairage public outre l'installation de mobiliers urbains et la création d'espaces verts et aires de jeux et de sports. Lors de sa réalisation visite d'inspection dans

cette commune, le wali Ahmed Meguelati qui a reçu un exposé sur le projet a insisté sur l'impérative accélération du dépôt du cahier de charges auprès de la commission de wilaya des marchés publics et sur le choix d'une entreprise qualifiée capable de respecter le délai et les normes de réalisation ainsi que sur l'établissement d'un calendrier précis des gros travaux pour réceptionner la première partie du projet dans les plus proches délais et le mettre en exploitation lors de la prochaine saison estivale.

BÉJAÏA

1^{ère} édition du Salon régional des produits nationaux du 18 au 20 janvier

La wilaya de Bejaïa accueillera, du 18 au 20 janvier courant, la 1^{ère} édition du Salon régional des produits nationaux alimentaires, industriels et de services, avec la participation de plusieurs wilayas, à-on informé, mardi, de la direction locale du commerce. Organisé sous le slogan "Promotion du produit national, une opportunité à explorer", l'événement réunira une cinquantaine

d'opérateurs économiques des wilayas de Bejaïa, Sétif, Bordj Bou Arréridj, Mila, M'sila, Jijel, Tizi-Ouzou et Bouira, a indiqué à l'APS le responsable local du secteur, Ghali Sid Ahmed. Il a ajouté que ce Salon vise à faire connaître les produits nationaux et leurs spécificités, tout en permettant aux citoyens de découvrir la diversité des productions des wilayas participantes. Il constituera également un

espace d'échanges entre producteurs et opérateurs économiques, favorisant le partage d'expériences et la promotion des produits. La manifestation mettra en lumière les capacités productives de Bejaïa et des autres wilayas, ainsi que leur contribution à l'approvisionnement du marché national. Elle enregistrera également la participation d'administrations d'accompagnement liées à la production et à l'exportation, selon la

même source. Cette 1ère édition du genre est organisée par la direction du commerce de Bejaïa, en coordination avec la Chambre de commerce et d'industrie "Soummam", le bureau de wilaya du Conseil du renouveau économique algérien (CREA), les directions des services agricoles et de l'industrie, ainsi que le bureau local de l'Union générale des commerçants et artisans algériens (UGCAA).

LE « COROLLAIRE » TRUMP

L'impérialisme américain en Amérique latine, de la doctrine Monroe à Maduro

Au cours des derniers mois, l'administration Trump a intensifié la campagne menée depuis des décennies contre le gouvernement et le peuple vénézuéliens. Les menaces renouvelées et intensifiées pour obtenir un changement de régime, justifiées par des allégations fausses ou exagérées selon lesquelles Nicolás Maduro, son président, dirigerait un narco-terrorisme contre les États-Unis, servent de prétexte bien pratique pour une intervention plus intense et plus directe.

2^e partie et fin

Par Eric Ross (*)

Un blocus économique punitif a également été imposé, il était destiné à étouffer l'économie de l'île, à faire avorter le socialisme et à dissuader d'autres nations de contester l'hégémonie américaine. Ces efforts ont exclu toute possibilité de dialogue constructif, auquel Castro s'était initialement montré ouvert, poussant Cuba de manière irréversible dans l'orbite soviétique et créant ainsi le résultat même que Washington prétendait vouloir éviter.

La chute du Guatemala

Castro n'est pas revenu seul à Cuba. Il est arrivé en compagnie de l'Argentin Ernesto « Che » Guevara, qui allait devenir un idéologue clé de la révolution, amenant avec lui son engagement à construire un mouvement mondial anti-impérialiste. Les deux hommes se sont rencontrés pour la première fois en 1955 à Mexico, où Castro s'organisait pendant son exil et où Guevara s'était installé après avoir pratiqué la médecine au Guatemala, pays où il était entré pour soutenir le printemps démocratique du président Jacobo Árbenz.

L'expérience démocratique au Guatemala a été brutalement et violemment interrompue en 1954, lorsqu'un coup d'État soutenu par les États-Unis a renversé Árbenz. De cette expérience, Guevara a tiré une leçon indélébile sur la portée du pouvoir américain et la volonté de Washington de déployer la force pour défendre les intérêts des entreprises, ainsi que sur les conséquences profondément antidémocratiques et déstabilisatrices de l'intervention américaine dans tout l'hémisphère.

Ce coup d'État au Guatemala a été mené au service du véritable centre du pouvoir dans ce pays, la United Fruit Company, basée à Boston. Fondée en 1899, la United Fruit a consolidé son implantation dans le pays grâce à une série d'accords commerciaux préférentiels, les hommes forts qui se sont succédés au pouvoir cédant de vastes étendues de terres et des infrastructures essentielles à la société en échange d'un enrichissement personnel. Ce processus a transformé le Guatemala en une « république bananière » archétypale.

United Fruit en est venu à dominer les secteurs agricole et industriel du Guatemala, devenant l'une des sociétés les plus rentables au monde. Elle a obtenu des rendements extraordinaires grâce à son pouvoir de monopole, à la suppression des salaires et à la criminalisation des syndicats. Son influence s'étendait jusqu'aux plus hautes sphères de Washington. Le secrétaire d'État John Foster Dulles avait été l'un des principaux associés du cabinet d'avocats Sullivan and Cromwell, qui représentait United Fruit, et son frère, Allen Dulles, directeur de la CIA, avait auparavant siégé au conseil d'administration de cette société.

Árbenz considérait United Fruit non seulement comme une menace pour la souveraineté du Guatemala, mais aussi comme un moteur d'injustice. Dans un pays où 2 % des propriétaires fonciers détenaient 72 % de toutes les terres arables (dont plus de la moitié était contrôlée par United Fruit), et dont une grande partie était délibérément laissée en jachère, il a cherché à remettre en question



un système qui privait des millions de paysans de l'accès à la terre dont dépendait leur survie. Son programme de réforme agraire ne s'appliquait qu'aux terres non cultivées. Le gouvernement a proposé d'acheter les terres inutilisées à leur valeur fiscale déclarée (basée sur les propres évaluations de la compagnie). Mais comme United Fruit avait systématiquement sous-évalué ses vastes propriétés foncières pour échapper à l'impôt, la société a refusé.

Les politiques d'Árbenz, motivées par le fait qu'il était nationaliste (et non communiste), visaient à mettre fin à la dépendance du Guatemala vis-à-vis des puissances impériales. Son objectif était de transformer, selon ses propres termes, « le Guatemala, pays soumis à une économie essentiellement féodale, en un État capitaliste moderne, et de mener cette transformation de manière à élever le niveau de vie de la grande majorité de notre population jusqu'au plus haut niveau. » Cependant, dans le climat idéologique tendu des premières années de la Guerre froide, ces réformes inspirées du New Deal ont été présentées par Washington comme la preuve irréfutable qu'une « tête de pont soviétique » était en train de s'implanter en Amérique centrale.

En 1954, les responsables américains ont insisté sur le fait qu'ils n'avaient « pas d'autre choix » que d'intervenir pour empêcher le pays de « tomber » dans le communisme. Le coup d'État qui s'en est suivi s'est appuyé sur une campagne de propagande orchestrée, le financement d'une armée de mercenaires et le bombardement aérien de la ville de Guatemala. La pression combinée de tous ces éléments a contraint Árbenz à démissionner.

Dans sa dernière allocution, il a condamné les attaques les qualifiant « d'actes de vengeance menés par la United Fruit Company » et a quitté ses fonctions dans l'espoir, rapidement déçu, que son départ permettrait de préserver ses réformes.

Le pouvoir allait bientôt être transféré au régime militaire de Carlos Castillo Armas, tandis que le président américain Dwight D. Eisenhower proclamait triomphalement que « le peuple guatémaltèque, dans un effort magnifique, s'était libéré du joug de la domination communiste internationale. » En réalité,

United Fruit avait étendu son influence, tandis que le pays sombrerait dans des décennies de terreur d'État. La guerre civile qui s'en est suivie a fait plus de 200 000 morts, notamment lors d'une campagne génocidaire contre le peuple indigène Maya Ixil, menée avec le soutien direct des États-Unis.

Il fallait broyer le socialisme chilien

Si le Guatemala a révélé au grand jour la volonté de Washington de détruire une modeste social-démocratie au nom de l'anti-communisme et pour défendre le pouvoir des entreprises, le Chili a démontré la maturation complète et violente d'un interventionnisme implacable issu de la Guerre froide. Lorsque le médecin socialiste Salvador Allende a remporté la présidence en 1970 lors d'une élection démocratique, Washington est immédiatement parti sur le sentier de la guerre, se lançant dans une campagne secrète et soutenue pour étrangler son gouvernement avant qu'il ne puisse réussir.

Allende cherchait à développer la protection sociale et à démocratiser l'économie. Son programme prévoyait la nationalisation des industries stratégiques, le développement des programmes de santé et d'éducation, le renforcement des syndicats et le démantèlement des monopoles fonciers bien établis. Ces initiatives ont reçu le soutien d'une large alliance multipartite ancrée dans les milieux paysans et les classes ouvrières et moyennes du Chili. Avant tout, le programme d'Allende visait à récupérer les richesses minières du pays qui étaient aux mains de capitaux étrangers, en particulier le géant américain du cuivre Anaconda, dont les profits colossaux ne rapportaient que peu à la population chilienne.

Le président Richard Nixon et le conseiller à la sécurité nationale Henry Kissinger ont trouvé le programme d'Allende intolérable et en sont rapidement venus à considérer celui-ci non seulement comme une menace symbolique, mais aussi comme une menace réelle à l'encontre de la puissance américaine dans la région. Après tout, un État socialiste couronné de succès, issu des urnes, risquait de démontrer qu'une autre voie politique et éco-

nomique était bel et bien possible. S'en est suivi une campagne coordonnée de déstabilisation économique, sociale et politique. La CIA a versé des millions aux partis d'opposition, aux associations professionnelles et aux médias chiliens. Elle a financé des grèves et des perturbations destinées à créer et exploiter la pénurie afin de (selon les termes de Nixon) « faire hurler l'économie » et éroder la confiance dans le gouvernement de l'Unité populaire d'Allende. Les responsables américains ont également entretenu des liens avec les factions réactionnaires de l'armée chilienne, encourageant des complots pour organiser un coup d'État et soutenant finalement directement le renversement d'Allende le 11 septembre 1973.

Il en est résulté l'une des dictatures les plus sanglantes de l'hémisphère au XX^e siècle. Le régime du général Augusto Pinochet allait commettre des actes de torture, procéder à des disparitions forcées et à des exécutions extrajudiciaires à grande échelle, tandis que des économistes formés aux États-Unis imposaient des politiques néolibérales radicales (similaires à celles qui sont actuellement mises en œuvre, sans succès, par Javier Milei en Argentine avec l'aide d'un plan de sauvetage de Donald Trump) afin de démanteler les protections sociales et d'ouvrir l'économie chilienne aux capitaux étrangers.

Ne touchez pas au Venezuela

Dans tous les cas où les États-Unis sont intervenus en Amérique latine, faisant des dizaines de milliers de morts et déstabilisant des sociétés entières, ce n'était jamais vraiment le communisme que Washington craignait. Ce qui alarmait les décideurs politiques et les intérêts des entreprises qu'ils servaient, c'était la perspective que les nations de l'hémisphère puissent échapper à l'architecture économique de la domination américaine.

Lorsque Hugo Chávez a achevé la nationalisation du secteur pétrolier vénézuélien en 2007, il a suivi une trajectoire longue et périlleuse tracée par les dirigeants régionaux qui ont osé affronter la puissance américaine. Ce faisant, ils ont commis ce que Washington considérait comme le « péché capital » d'affirmer leur contrôle souverain sur les ressources nationales d'un hémisphère qu'il avait depuis longtemps considéré comme son pré carré stratégique. Ces dirigeants ont démontré, même brièvement, qu'il était possible de tenir tête aux États-Unis, mais qu'une telle défiance serait finalement réprimée par une force écrasante.

Les puissances indépendantes de cet hémisphère qui suivaient leur propre voie constituaient une menace que Washington et Wall Street ne pouvaient tolérer. C'est pour cette même raison que les États-Unis manœuvrent une fois de plus vers un conflit ouvert au Venezuela. Emprunter cette voie reviendra bien sûr à rééditer certains des chapitres les plus catastrophiques de la politique étrangère américaine. La leçon à tirer d'un tel interventionnisme impérialiste en Amérique latine est sans équivoque. Lorsque Washington s'ingère dans les affaires d'autres nations, le résultat n'est jamais la stabilité ou la démocratie, mais leur négation absolue.

(*) Militant organisateur, éducateur et docteur au département d'histoire de l'université du Massachusetts à Amherst.
Source : TomDispatch
Traduit par les lecteurs du site Les-Crises

DUBAÏ

Le royaume annonce
de nouvelles
initiatives sur les
marchés financiers

Dubaï a annoncé lundi l'entrée en bourse de 10 sociétés gouvernementales et publiques sur le marché financier de Dubaï, dans une volonté d'accélérer les nouvelles entrées en bourse dans divers secteurs, notamment l'énergie, la logistique et la vente au détail.

Cheikh Maktoum ben Mohammed ben Rashid, vice-dirigeant de Dubaï et ministre des Finances des Émirats arabes unis, a également annoncé la formation d'un comité de surveillance des marchés de Dubaï et de tribunaux spécialisés pour les marchés des capitaux dans l'émirat. Ces annonces ont été faites lors de la première réunion du comité supérieur des valeurs mobilières et du change, chargé de développer la vision du secteur financier et d'évaluer les plans et les politiques pour atteindre les objectifs stratégiques. L'émirat vise à augmenter le volume total de ses marchés boursiers à 3 trillions de dirhams des EAU (1 dirham des EAU = 0,22 euro) dans le cadre de la vision du Premier ministre des Émirats arabes unis et dirigeant de Dubaï, Cheikh Mohammed ben Rashid.

Au cours de la réunion, le comité a approuvé la création d'un fonds de teneur de marché de 2 milliards de dirhams «visant à augmenter la liquidité sur les marchés», et lancera un fonds d'un milliard de dirhams «pour soutenir les introductions en bourse d'entreprises technologiques (offres publiques initiales) et encourager les solution et produits financiers innovants», selon un communiqué de l'agence de presse officielle WAM.

«Le comité mandatera l'étude d'un cadre réglementaire pour attirer de nouveaux actifs numériques en vue d'opérer à partir de Dubaï, en sus de soutenir les facteurs environnementaux, sociaux et de gouvernance (ESG), et de rendre compte des opérations, ce qui contribuera à façonner l'économie future de Dubaï.»

Le comité a également approuvé la formation du comité de surveillance des marchés de Dubaï, présidé par le Dr Abdulla al-Ghafari, ainsi que la formation de deux tribunaux spécialisés au sein du tribunal de commerce pour régler les litiges en matière de valeurs mobilières à partir de janvier.

TUNISIE

Lancement d'un projet transnational
pour des villes intelligentes

Engagés dans l'accélération de leur transition numérique, les pays méditerranéens terminent l'année 2025 par une nouvelle initiative visant cette fois la généralisation du modèle de développement urbain intelligent.

Tunis a, en effet, accueilli, dernièrement, la cérémonie du lancement officiel de l'ambitieux programme méditerranéen Smartmed, se présentant comme un projet transnational qui a pour objectif la transformation des grandes métropoles de la Méditerranée en villes intelligentes.

Financé conjointement par plusieurs parties, dont l'Union européenne, dans le cadre du programme baptisé Interreg Next Med, qui s'étale sur la période 2025-2028, à hauteur de 1,13 million d'euros, le projet regroupe dans sa phase actuelle trois pays de la région, à savoir la Tunisie, la Grèce et la Jordanie.

Pour sa mise en œuvre sur le terrain, le programme est coordonné par des institutions et des organisations de ces mêmes trois pays, en l'occurrence Business Med, une organisation tunisienne mobilisant des opérateurs économiques du secteur privé en faveur du partenariat euro-méditerranéen, la commune jordanienne de Deir Alla, ainsi que l'institut grec IED (Institute

of Entrepreneurship Development) et l'Université de Macédoine occidentale. A la faveur du plan d'action qui a été tracé, il est prévu, dans le cadre de ce programme, de procéder durant l'année en cours à la mise en place de pôles locaux d'innovation, le développement de plateformes numériques d'échange et le lancement de projets pilotes dans des secteurs stratégiques tels que le e-santé et l'énergie intelligente. En outre, au-delà des aspects techniques de sa mise en œuvre, le programme Smartmed a également pour ambition de « renforcer les capacités des autorités publiques, d'encourager l'innovation numérique (...) », est-il souligné dans un communiqué rendu public à l'issue de la cérémonie du lancement officiel du programme en question à Tunis.

Dans la même perspective, les projets qui sont prévus dans ce cadre ont également pour objectif de promouvoir la coopération régionale à des niveaux diversifiés, notamment entre les collectivités locales, les institutions universitaires, les ONG et les opéra-

teurs économiques opérant dans le secteur privé à travers les pays faisant partie de cette initiative méditerranéenne.

Accélérer la transition numérique
dans la région

Pour les porteurs de ce projet, l'objectif primordial escompté est ainsi d'« améliorer la gouvernance urbaine, de protéger l'environnement et d'élever la qualité de vie des citoyens dans l'espace méditerranéen », ajoute le même communiqué.

Tel qu'il a été conçu, le programme Smartmed vise en tout cas à doter les autorités publiques des pays où il sera mis en œuvre de moyens qui leur permettront d'« adopter des systèmes numériques intelligents grâce à la création de pôles d'innovation locaux, de plateformes en ligne de partage des bonnes pratiques et d'applications pilotes dans des secteurs clés », comme la santé et l'énergie, ont tenu également à rappeler les promoteurs du projet.

AGRUMES

L'Égypte diversifie ses exportations vers la République dominicaine

L'Égypte est le troisième exportateur mondial d'agrumes derrière l'Espagne et l'Afrique du Sud. Le pays est toujours à l'affût des opportunités commerciales pour améliorer les performances de la filière à travers les recettes générées. En Égypte, la filière agrumes a obtenu le 1er janvier 2026 le feu vert pour exporter ses produits à destination de la République dominicaine. C'est ce qui ressort d'un communiqué publié le 12 janvier par l'organisme officiel de communication du gouvernement égyptien. Selon les autorités, l'accès à ce nouveau marché est le fruit des négociations menées entre le service de quarantaine agricole égyptien et

son homologue dominicain, qui ont permis de définir un plan de travail conjoint et des directives techniques garantissant le respect des normes phytosanitaires exigées par la République dominicaine. Pour Le Caire, ce développement s'inscrit dans le cadre d'une stratégie visant à accroître les excédents exportables, à générer des recettes en devises étrangères et à accroître sa compétitivité à l'international. « La République dominicaine est considérée comme l'une des principales destinations touristiques des îles de la mer des Caraïbes, ce qui accroît la demande en produits agricoles afin de répondre aux besoins des touristes en fruits et lé-

gumes frais », souligne le communiqué. Il faut noter que la demande d'agrumes n'a cessé de croître en République dominicaine au cours des cinq dernières années. Selon les données compilées sur la plateforme Trade Map, le stock d'agrumes importé par le pays caribéen a plus que triplé, passant de 5 211 tonnes en 2020 à 17 215 tonnes en 2024. Sur la période considérée, la facture des achats a aussi plus que triplé pour s'établir à 26,6 millions \$. Ce marché est toutefois dominé par le Pérou, les USA, le Chili et la Colombie. Plus largement, l'accès à ce nouveau marché intervient alors que la filière égyptienne s'attend à une re-

prise de ses exportations. Dans un rapport publié le 17 décembre dernier, le Département américain de l'agriculture (USDA) soulignait par exemple que le pays des pharaons prévoit de placer 1,9 million de tonnes d'oranges sur le marché international en 2025/2026. Cette prévision, si elle se réalise, signifierait une hausse de 14,45 % par rapport à la campagne précédente (1,66 million de tonnes), sur fond d'amélioration de la production. Rappelons que la filière égyptienne compte parmi ses principaux débouchés l'UE, la Russie, l'Arabie saoudite, la Syrie, les Émirats arabes unis ou encore le Royaume-Uni.

MAURITANIE

Une nouvelle usine de valorisation des produits de la pêche
dans la zone du Port de la Baie du Repos à Nouadhibou

Le Président de la République, Monsieur Mohamed Ould Cheikh El Ghazouani, a inauguré, mardi, à Nouadhibou, une usine de traitement et de valorisation des produits de la pêche appartenant à la société « RIM FISH GLOBAL » dans la zone portuaire de la Baie du Repos à Nouadhibou, dans le cadre des célébrations du soixante-cinquième anniversaire de la Fête de l'Indépendance nationale.

Le Président de la République a suivi une présentation technique sur les composants de l'usine, sa capacité de stockage et sa contribution à l'amélioration des performances du secteur de la pêche artisanale, ainsi que les opportunités d'emploi qu'elle offrira, avant que Son Excel-

lence ne coupe le ruban symbolique et ne dévoile la plaque, marquant le début de l'exploitation de cette installation. L'usine s'étend sur une superficie de 3000 mètres carrés et offre une capacité de congélation de 83 tonnes et une capacité de stockage allant jusqu'à 2000 tonnes, ce qui contribuera à moderniser l'infrastructure du secteur de la pêche et à renforcer sa compétitivité. Ce projet permettra de créer 115 emplois directs et 150 emplois indirects, renforçant ainsi la création de valeur ajoutée et soutenant l'activité économique locale, en plus de contribuer à l'augmentation des recettes en devises. Cette usine, dont le coût s'élève à 10 millions de dollars américains, est le fruit

d'un partenariat entre des hommes d'affaires nationaux et des investisseurs étrangers. Elle s'inscrit, comme d'autres projets de développement similaires, dans le cadre des mesures prises pour transformer la ville de Nouadhibou en un pôle de développement et industriel. Dans un discours prononcé à cette occasion, le ministre de la Pêche, des Infrastructures maritimes et portuaires, M. El Mokhtar Ould Ahmed Bousseif, a souligné que la construction de cette installation s'inscrit dans le cadre des efforts visant à valoriser les produits de la pêche nationale, à créer de la valeur ajoutée et à offrir de nouvelles opportunités d'emploi. Il a passé en revue la capacité de

stockage de l'usine, sa capacité de production et les résultats positifs attendus de son exploitation, que ce soit par l'amélioration des performances du secteur et la contribution du secteur privé à cet égard, ou par la création de nouveaux emplois. Les activités d'inauguration se sont déroulées en présence des membres de la délégation accompagnant le Président de la République, du wali de Dakhlet Nouadhibou, du président de la Zone Franche de Nouadhibou, du président de la Région, du maire de la commune de Nouadhibou, de ses adjoints, du directeur général du Port de la Baie du Repos et des commandants des unités militaires et de sécurité de la Wilaya.

BOTSWANA

Tsodilo Resources prévoit des investissements dans les terres rares en 2026

Dans un contexte de marché délicat pour les diamants, l'ambition d'un secteur minier plus diversifié se précise ces dernières années au Botswana . Cette trajectoire notamment soutenue par des projets de cuivre et de nickel, voit aussi émerger d'autres filières comme les terres rares.

Tsodilo Resources, société minière cotée à la Bourse de Toronto (TSX), prévoit de lancer en 2026 un nouveau programme de forage sur son projet botswanais de terres rares Gcwihaba, avec pour objectif d'y établir une première déclaration de ressources minérales. Annoncé le mardi 13 janvier, ce plan s'inscrit dans un climat où les ambitions de diversification minière prennent progressivement forme au Botswana, économie historiquement dépendante de l'exploitation des diamants. Les diamants représentent en effet près d'un tiers des recettes publiques du pays d'Afrique australe, une forte dépendance qui pèse sur l'activité économique dans le contexte actuel marqué par un marché en

berne. Face à cette situation, Gaborone cherche à adapter son modèle, en misant entre autres sur le développement du segment minier hors diamants. Celui-ci regroupe notamment les mines de cuivre et de charbon en exploitation, ainsi que des projets émergents dans les filières du nickel (Selebi et Selkirk) ou de l'uranium (Letlhakane). Gcwihaba pourrait s'inscrire dans cette dynamique en cas de concrétisation d'une première estimation de ressources, étape marquant la mise en évidence de premiers gisements. Si Tsodilo Resources indique prévoir jusqu'à 15 000 mètres de forage sur le site, l'entreprise ne précise en revanche pas le montant des investissements nécessaires à la mise en œuvre de ce nouveau programme

d'exploration. L'objectif affiché reste toutefois clair : se positionner à terme sur le marché des terres rares, devenu stratégique dans les politiques d'approvisionnement en minéraux critiques. Essentiels à la fabrication des aimants permanents utilisés dans les véhicules électriques et les éoliennes, ces métaux concentrent une attention croissante, dans un contexte où la Chine, qui en domine la chaîne de valeur, instrumentalise cette position comme levier commercial face aux États-Unis. Cette dynamique se dessine aussi alors que la demande mondiale est appelée à fortement progresser, passant de 91 000 tonnes en 2024 à 150 000 tonnes d'ici 2040, selon l'Agence internationale de l'énergie (AIE).

NIGERIA

Bola Tinubu annonce un objectif de capitalisation de 2 milliards \$ pour le fonds climat

Entre objectifs climatiques ambitieux et forte pression sur son système énergétique, le Nigeria met en avant ses outils pour mobiliser des financements à grande échelle. Dans un contexte de croissance démographique rapide, de besoins massifs en infrastructures et de dépendance aux hydrocarbures, Abuja cherche à positionner la finance-climat comme levier stratégique de développement. Lors de l'Abu Dhabi Sustainability Week qui se tient du dimanche 11 au jeudi 15 janvier, le président nigérian Bola Tinubu a annoncé selon des propos relayés par Reuters, que

son pays vise une capitalisation de 2 milliards USD pour son fonds national dédié au climat. Le fonds doit soutenir des projets contribuant à la baisse des émissions de gaz à effet de serre et à l'adaptation aux effets du changement climatique. Tinubu, qui n'a pas précisé le calendrier de mobilisation des ressources, a cependant souligné l'intérêt des investisseurs pour les instruments verts du pays. Le fonds climat annoncé par le chef d'État trouve sa base légale dans le Climate Change Act (CCA) adopté en 2021. Resté inactif plusieurs années, le fonds fait l'objet d'un processus d'opérationnalisation en-

gagé en 2025. Il est prévu qu'il soit alimenté par des dotations budgétaires, des contributions internationales, des amendes liées aux obligations climatiques ainsi que des recettes issues de mécanismes carbone. Il s'ajoute par ailleurs à la mise en place de la Nigerian Climate Investment Platform (NCIP), une initiative distincte dévoilée par le ministère fédéral des Finances en mai 2025. Cette plateforme vise à mobiliser jusqu'à 500 millions USD pour des projets liés aux infrastructures, à la résilience et à l'adaptation, et repose sur une coordination entre le ministère des Finances, la Nigeria Sovereign Investment

Authority, le National Council on Climate Change et le Green Climate Fund. Ces annonces se font dans un contexte où le Nigeria a réaffirmé son objectif de neutralité carbone à l'horizon 2060 et adopté un plan de transition énergétique couvrant les secteurs de l'électricité, des transports, du pétrole et du gaz, de la cuisson domestique et de l'industrie. En 2023, le gaz naturel représentait encore 77 % de la production électrique du géant ouest-africain, tandis que le secteur électrique produisait 17 % des émissions énergétiques de CO2.

CAMEROUN

Bipaga a généré une économie de 25,6 M\$ en devises en 2023

C'est depuis 2018 que le site de Bipaga approvisionne le marché camerounais en gaz domestique. En 2023, sa production a permis à l'État de réaliser d'importantes économies. En 2023, la production locale de gaz de pétrole liquéfié (GPL) à Bipaga, dans le Sud, a allégé la facture extérieure du Cameroun. Selon le rapport annuel de la SNH consulté par Investir au Cameroun, les volumes traités sur le site ont permis d'éviter 25,596 millions de dollars d'importations, soit environ 14 milliards FCFA de sorties de devises. Une contribution d'autant plus scrutée que la sous-région fait face à des tensions sur les réserves de change : depuis 2023, la Banque des

États de l'Afrique centrale (BEAC) observe une érosion progressive des réserves de la Communauté économique et monétaire de l'Afrique centrale (CEMAC). La montée en puissance de Bipaga a aussi pesé sur les finances publiques. D'après le même rapport, la production locale a généré 2,236 milliards FCFA d'économies sur la subvention accordée au GPL. Ces gains sont attribués à la disponibilité des installations, dont le taux a atteint 98,41 % sur l'année, les opérations n'ayant été suspendues qu'une semaine pour la maintenance préventive. Dans le détail, Bipaga a livré 34 699 tonnes de GPL en 2023, contre 28 677 tonnes un an plus tôt, soit une progression de 20,99 %. Il s'agit de la

deuxième meilleure performance du site depuis son démarrage en 2018. La SNH l'explique par l'amélioration du processus de traitement du gaz issu des nouveaux puits, qui a permis d'augmenter les volumes sans incident majeur.

Un marché encore importé à 83,32 %, malgré une contribution locale en hausse

Le marché national du GPL reste toutefois dominé par les importations (83,32 %). Sur un approvisionnement total de 208 083 tonnes (+14,14 %), Bipaga n'a couvert que 16,68 % des besoins — et 20,47 % si l'on exclut les volumes exportés vers le Tchad. La consommation domestique a atteint

170 220 tonnes, en hausse de 7,29 %, confirmant une demande soutenue qui dépasse encore largement les capacités locales de production. L'écart entre l'approvisionnement total et la consommation s'explique notamment par 37 863 tonnes exportées vers la sous-région, un marché sur lequel le Cameroun demeure un fournisseur actif. Malgré les progrès enregistrés à Bipaga, l'essentiel du GPL consommé continue de provenir de l'étranger, exposant le pays aux fluctuations internationales et à la pression persistante sur les devises. La trajectoire de Bipaga suggère néanmoins une montée en capacité. Pour la SNH, l'enjeu est de consolider les gains opérationnels et d'accélérer la valorisation du gaz local.

RWANDA

5ème année consécutive de hausse de la production de poissons en 2025

Au Rwanda, le poisson est une source de protéine animale de plus en plus privilégiée dans l'alimentation, même s'il reste encore marginal comparativement à la viande. La production annuelle provient à hauteur de 80 % des pêcheries continentales tandis que le reste est issu de l'aquaculture. Au Rwanda, la production nationale de poisson issue de l'aquaculture et de la pêche a augmenté de 9 % en glissement annuel pour atteindre 52 439 tonnes en 2025. C'est ce qui ressort du rapport annuel publié par le ministère de l'Agriculture et des Ressources animales le 31 décembre dernier. Cette dynamique s'inscrit dans une trajectoire haussière amorcée en 2020, année au cours de laquelle la production s'élevait à 32 756 tonnes. Depuis, les volumes ont progressé chaque année sans discontinuité, suggérant un renforcement progressif des capacités de production. Selon les autorités, cette montée en puissance repose principalement sur les investissements réalisés dans l'aquaculture, notamment l'extension des capacités des écloseries, la structuration des producteurs en coopératives et l'amélioration de l'accès aux intrants. Le rapport indique que la production d'alevins destinés à la pisciculture a atteint 71,6 millions en 2025, soit une progression de 36 % par rapport aux 52,8 millions recensés l'année précédente. Parallèlement, les autorités ont mis l'accent sur le renforcement des compétences techniques au cours de l'exercice 2025 à travers des programmes de formation sur l'alimentation des poissons, la protection contre les maladies ainsi que la commercialisation entre autres pratiques aquacoles. « 1 737 pisciculteurs (57 comme facilitateurs et 1 680 comme membres de coopératives en grappes) ont été formés aux bonnes pratiques de l'aquaculture. En outre, 26 agriculteurs ont été formés à l'utilisation des mouches soldats noires et à leur intégration dans la formulation des aliments pour poissons », peut-on lire dans le rapport.

BOURSE ZURICH

Ouverture en légère hausse, sans véritable élan

La Bourse suisse a entamé la séance de mercredi en légère hausse, après le repli subi la veille en clôture ainsi que celui de Wall Street. Alors que les flux de nouvelles d'entreprises demeurent modestes, les investisseurs digèrent le fléchissement de l'inflation aux Etats-Unis, celui-ci demeurant toutefois insuffisant et confirmant le scénario d'un statu quo monétaire lors de la prochaine décision de la Fed.

Pour les investisseurs "un scénario de plus en plus clair" se dessine, observe John Plassard, associé de la banque Cité Gestion. La Réserve fédérale ne devrait pas toucher à ses taux lors de sa prochaine réunion. "Les investisseurs ont cru un instant que la désinflation était enfin acquise, puis ils ont réalisé qu'une inflation plus faible ne signifie pas forcément une Fed plus accommodante", détaille l'expert. Si le principal moteur de l'apaisement des prix outre-Atlantique reste l'énergie, certaines poches de tension persistent, notamment pour l'alimentation et le logement, ce dernier représentant encore la plus grosse contribution mensuelle à l'inflation. Des données qui expliquent le lent ralentissement de l'indice CPI global. Pour la Fed, cette combinaison d'un marché du travail solide et d'une inflation de base qui refroidit représente exactement le scénario recherché, commente M. Plassard.

Tensions géopolitiques

En parallèle, la géopolitique reprend le dessus et s'invite brutalement dans la formation des prix du pétrole, au plus haut depuis trois mois, redonnant au baril un rôle de baromètre du risque mondial. Dans un contexte de tensions, les métaux précieux poursuivaient leur ascension,

celle-ci reflétant aussi un emballement spéculatif. Du côté des premières informations macroéconomiques, les échanges commerciaux de la Chine ont atteint un record en 2025, augmentant de 3,8% sur un an à 45'470 milliards de yuans (5223 milliards de francs suisses). Les détenteurs de capitaux se pencheront encore ce jour sur les prix à la production aux Etats-Unis et les discours de plusieurs membres de la Fed. Après avoir ouvert en hausse de 0,14%, le SMI confortait son avance dans les premiers échanges, l'indice phare progressant peu avant 09h10 de 0,23% à 13'395,15 points. Le SLI s'appréciait en parallèle de 0,29% à 2166,70 points et l'indicateur élargi SPI de 0,28% à 18'456,47 points. Sur les trente valeurs constitutives du Swiss Leader Index, dix gagnaient du terrain et dix-neuf en perdaient, alors que le gestionnaire d'actifs Partners Group, qui dévoilera après la clôture le niveau de ses avoirs sous gestion en 2025, faisait du sur-place. En haut de tableau, le géant des transports et de la logistique Kühne+Nagel (+7,0%) s'échappait seul en tête, Goldman Sachs ayant relevé la recommandation de son titre à "buy", contre "sell" précédemment et porté son objectif de cours à 210 francs suisses, contre 147 francs suisses jusqu'alors. Le fabricant de périphériques et accessoires informatiques Logitech

(+2,4%) était lancé à la poursuite du groupe schwytois, accompagné par le spécialiste des implants dentaires Straumann (+1,9%) et le chimiste de la construction Sika (+1,80%), lequel se remettait de la déconvenue de la veille, après la publication de revenus en baisse en 2025. Le géant du luxe genevois Richemont (+1,2%) tirait profit des données favorables du commerce extérieur chinois. A l'exception du numéro un bancaire helvétique UBS (-0,05%), les poids lourds de la cote soutenaient les indices, le bon du géant pharma Roche s'étoffant de 0,3%, la nominative du concurrent Novartis de 0,7% et celle de Nestlé de 0,5%. Le directeur général du premier groupe alimentaire mondial, Philipp Navratil, a présenté ses excuses mercredi dans une vidéo pu-

bliée sur le site internet de Nestlé, après la plus grande campagne de rappel de l'histoire de la multinationale de Vevey. Le gestionnaire de fortune Julius Bär (+1,1%) a fait part de la nomination de Jean Nabaa au poste de directeur des opérations (COO) et membre du comité exécutif, ainsi que de Cindy Leggett-Flynn comme responsable de la communication. L'actuel COO et directeur général adjoint Nic Dreckmann, quitte lui l'établissement. En fonds de classement, l'assureur Zurich Insurance (-1,2%) héritait de la lanterne rouge, derrière le producteur américain de matériaux de construction Amrise (-1,0%) et l'assureur-vie Swiss Life (-0,7%). Les deux autres assureurs de la cote, Helvetia Baloise (-0,6%) et Swiss Re (-0,5%) étaient aussi à la peine.

COTATION COMMERCIALE D'OUVERTURE DU DINAR ALGERIEN

COTATION COMMERCIALE D'OUVERTURE DU DINAR ALGERIEN				
Cours du : 14 Janvier 2026 Valeur : 16 Janvier 2026				
BASE	DEVISES		COURS ACHAT	COURS VENTE
1	USD	US DOLLAR	129.9891	130.0041
1	EUR	EURO	151.3463	151.3898
1	GBP	POUND STERLING	174.6226	174.7367
100	JPY	JAPANESE YEN	81.6566	81.6711
1	CNY	CHINESE YUAN	18.6388	18.6437
1	CHF	SWISS FRANC	162.1823	162.2617
1	CAD	CANADIAN DOLLAR	93.5510	93.5685
1	DKK	DANISH KRONE	20.2551	20.2593
1	SEK	SWEDISH KRONA	14.1101	14.1142
1	NOK	NORWEGIAN KRONE	12.8698	12.8739
1	AED	UAE DIRHAM	35.3885	35.3965
1	SAR	SAUDI RIYAL	34.6601	34.6659
1	KWD	KUWAITI DINAR	424.9398	425.1279
1	TND	TUNISIAN DINAR	44.2196	44.6640
1	MAD	MOROCCAN DIRHAM	14.1161	14.1177
1	LYD	LIBYAN DINAR	23.8744	23.9971
1	MRU	MAURITANIAN OUGUIYA	3.2670	3.2771
1	SDR	SPEC. DRA. RIGHTS	177.5199	177.5199

BOURSE DE PARIS

Les investisseurs soufflent, un peu, en attendant de nouveaux résultats

La Bourse de Paris devrait ouvrir sans grande tendance mercredi matin, les investisseurs continuant de marquer une pause après les records de la semaine passée en attendant l'intensification de la saison des résultats trimestriels prévue dans les jours et les semaines à venir. Vers 8h10, le contrat "future" sur l'indice CAC 40 - livraison fin janvier - avance de 15,5 points à 8 366 points, annonçant un léger sursaut à l'ouverture après les petites prises de bénéfices ayant caractérisé le début de semaine. En dépit des chiffres de l'inflation plutôt rassurants parus hier aux Etats-Unis, le marché parisien avait cédé plus de 0,1% à 8 347,2 points mardi pour aligner une seconde séance consécutive de repli, les investisseurs semblant non seulement s'inquiéter des tensions géopo-

litiques persistantes en Iran ou au Groenland, mais aussi de l'indépendance apparemment de plus en plus menacée de la Fed face aux coups de boutoir répétés de Donald Trump. Mais certains analystes se montrent aussi préoccupés par la trop grande complaisance affichée par les intervenants de marché et leur propension à ignorer les mauvaises nouvelles, à l'instar des stratégies de Citi qui rappellent que l'indice de Levkovich - un baromètre qui mesure le sentiment des marchés afin d'évaluer si ceux-ci évoluent en situation de stress, d'équilibre ou d'excès d'optimisme - se trouve aujourd'hui en situation d'euphorie. Dans ce contexte de plus grande prudence, Wall Street a mis hier soir un terme à une série de six séances de hausse sur sept, avec des pertes de 0,8% pour le Dow

Jones, de 0,2% pour le S&P 500 et de 0,1% pour le Nasdaq. Au lendemain de l'accueil sans enthousiasme réservé aux résultats mitigés de JPMorgan (-4,2%), Bank of America, Citigroup et Wells Fargo vont publier à leur tour leurs comptes trimestriels à la mi-journée, suivis de Goldman Sachs et Morgan Stanley demain, ce qui donnera le pouls de la santé financière des grandes banques du pays. Il faudra sans doute de solides résultats pour permettre aux grands indices boursiers de repartir à la hausse après leur début d'année en trombe. "Le niveaux de valorisations restent élevés, les actions mondiales se négocient désormais au 90ème percentile vis-à-vis de leur moyenne historique", fait remarquer Scott Chronert, le stratège vedette de Citi. "Des valorisations aussi hautes

laissent peu de marge d'erreur si les entreprises ne tiennent pas leurs prévisions de résultats", prévient-il. Si les prochains résultats d'entreprises permettront d'en savoir plus sur l'état de forme actuel des grands groupes américains, ils fourniront également des indices fiables sur la situation économique des Etats-Unis, où les derniers indicateurs se sont révélés robustes. Les données sur l'inflation publiées hier, tout comme les récentes statistiques sur le marché du travail parus la semaine dernière, dépeignent un scénario d'atterrissage en douceur de la croissance qui semble ouvrir la voie à une poursuite de la politique monétaire plus accommodante de la Fed. Mais la montée en puissance de la saison des résultats ne va pas totalement faire oublier les questionnements sur l'économie et

les investisseurs scruteront avec attention, à 14h30, les prix à la production et les ventes au détail aux Etats-Unis pour le mois de novembre, avec l'espoir qu'ils montrent que l'inflation a été mieux maîtrisée et que la consommation des ménages est restée robuste pendant la période des fêtes. "Toutefois, les contraintes budgétaires sont resserrées (freinage des salaires réels), rappellent les équipes d'Oddo BHF, et divers rapports signalent que les consommateurs sont plus frileux, sauf sur le segment du haut de gamme". Le Livre Beige de la Fed, attendu dans la soirée, permettra, lui, de déterminer si les conditions régionales d'activité et de demande, perturbées jusqu'à la mi-novembre en raison du "shutdown" gouvernemental, se sont normalisées sur la toute fin de 2025.

ECONOMIE MONDIALE

La BM prévoit une croissance mondiale de 2,6% pour 2026

La Banque mondiale (BM) a publié mardi ses prévisions de croissance pour la planète cette année, anticipant une progression faible de 2,6% pour l'économie mondiale, une donnée qu'elle voit cependant comme un signe de résistance face aux tensions commerciales.

L'institution a revu à la hausse ses prévisions, "en particulier aux Etats-Unis, qui représentent près des deux niveaux" de la réévaluation, ce qui explique le maintien économique global, selon son communiqué. "La bonne nouvelle est que l'économie mondiale a montré de la solidité en 2025 dans un contexte d'incertitude politique et de montée des tensions commerciales", a souligné le chef économiste de la Banque, Indermit Gill, lors d'une conférence de presse, ajoutant : "Nous nous étions montrés plus pessimistes en début d'année mais nous avons eu tort". Parmi les facteurs qui ont maintenu l'économie à flot l'année écoulée, M. Gill cite "un stockage majeur" par les entreprises, en prévision de droits de douane en particulier aux Etats-Unis, "un appétit plus fort qu'attendu au risque de la part des investisseurs et une forte augmentation des dépenses d'investissement dans les nouvelles technologies, en particulier l'intelligence artificielle". Mais cette tendance plutôt positive est contrebalancée par plusieurs points



d'inquiétude pour la Banque mondiale, à commencer par le fait que "près d'un pays à bas revenus sur quatre n'est toujours pas revenu à son niveau économique d'avant-Covid", a pointé Indermit Gill. En conséquence, la croissance dans les économies en développement devrait ralentir en 2026, à 4% contre 4,2% l'an passé tandis que celle des pays à bas revenus devrait être plus élevée,

mais pas suffisamment pour réduire l'écart de revenus avec les pays les plus riches. Le deuxième point est une « tendance au ralentissement sur le long terme de la croissance potentielle mondiale ». Le chef économiste de la BM explique cela par le fait que la hausse annuelle des investissements "ramenés par habitant est passée de 8% dans les années 2000 à environ 2,5% dans les an-

CHINE

L'excédent commercial atteint un record historique de 1.200 milliards de dollar

Les échanges commerciaux de la Chine ont atteint un "nouveau plus haut historique" en 2025, ont indiqué mercredi les douanes chinoises. L'excédent commercial de Pékin s'élève à 1.200 milliards de dollars, alors même que les exportations de la Chine vers les Etats-Unis ont diminué de 20% l'an dernier. Malgré une année marquée par l'imposition de droits de douane par Washington sur le plan international, les échanges commerciaux de la Chine ont atteint un "nouveau record historique" en 2025, ont annoncé mercredi les douanes chinoises. L'an dernier, les importations comme les exportations chinoises ont augmenté de 3,8% sur un an, pour atteindre les

45.470 milliards de yuans (soit 5.595 milliards d'euros). "C'est la première fois que le volume dépasse les 45.000 milliards de yuans, ce qui représente un nouveau plus haut historique", a indiqué mercredi le directeur adjoint de l'administration, Wang Jun, devant la presse à Pékin. Les exportations de marchandises, un des moteurs de la deuxième économie mondiale, ont progressé de 6,1% sur un an (pour atteindre les 26.990 milliards de yuans), indiquent les chiffres officiels des douanes. Les importations chinoises, quant à elles, sont restées stables (+0,5%). La baisse des prix des matières premières a freiné leur croissance, qui ont néanmoins pro-

gressé pendant sept mois consécutifs. Surtout, l'excédent commercial annuel a dépassé pour la première fois le cap des 1.000 milliards de dollars, surpassant les 993 milliards de dollars d'excédent commercial de l'année 2024. Excédent commercial record, alors que les exportations vers les Etats-Unis chutent Ce record vient s'entrechoquer avec une baisse historique des échanges avec les Etats-Unis. Les exportations chinoises vers Washington ont en effet chuté de 20% en 2025. Les importations ont suivi le même mouvement, régressant de 14,6%, soit une réduction globale des échanges de 18,7% entre la Chine et les Etats-Unis.

Les deux premières puissances économiques mondiales se sont livrées une véritable guerre commerciale aux répercussions globales l'an dernier, à coups de droits de douanes et de restrictions. Donald Trump s'est accordé en octobre avec son homologue chinois Xi Jinping sur une trêve dont les experts soulignent la fragilité. Le président américain vient d'annoncer qu'il infligerait des droits de douanes aux pays qui commercent avec l'Iran, en proie à la contestation. La Chine se trouve au premier rang d'entre eux et a prévenu qu'elle défendrait ses intérêts.

ARGENTINE

Buenos Aires enregistre en 2025 son plus bas niveau d'inflation en 8 ans, à 31,5%

L'Argentine a enregistré une inflation cumulée sur douze mois de 31,5% en 2025, son niveau le plus bas en huit ans, a annoncé mardi l'Institut national de la statistique (Indec). Les prix ont augmenté de 2,8% sur un mois en décembre, poursuivant une tendance à la hausse entamée en juin. Mais le chiffre de l'inflation pour l'année est le plus bas depuis 2017, lorsque la hausse des prix à la consommation s'était établie à 24,8%, selon le rapport de l'Indec.

PORTUGAL

Léger ralentissement de l'inflation en 2025, à 2,3%

L'inflation au Portugal s'est établie à 2,3% l'année dernière, contre 2,4% en 2024, traduisant une stabilisation progressive, notamment grâce au recul des prix de l'énergie, a indiqué mardi l'Institut portugais des statistiques (Ine). Sur l'ensemble de 2025, les prix ont connu "une tendance à la stabilisation", a souligné l'office des statistiques. Cette évolution s'explique en particulier par la baisse des prix de l'énergie, qui ont reculé en moyenne de 0,2%, après une hausse de 3,2% en 2024, ainsi que par une diminution de la progression des prix des services (+4%). Sur cette période, la hausse des loyers a également ralenti, avec une progression moyenne de 5,3% par mise carré, contre 7% en 2024, selon l'Ine. A l'inverse, les produits alimentaires non transformés ont connu une nette accélération, avec une hausse moyenne annuelle de 4,8%, contre 1,6% l'année précédente. Le taux d'inflation observé en 2025 est légèrement supérieur aux dernières prévisions de la Banque du Portugal, qui tablait sur 2,2% pour 2025, mais reste en deçà de celles du gouvernement, qui anticipait 2,4%. En décembre, les prix à la consommation sont restés stables sur un an, à 2,2%, tandis que sur un mois ils ont légèrement augmenté de 0,1%. L'indice harmonisé des prix, qui permet la comparaison avec les autres pays de la zone euro, a également reculé à 2,2% pour l'ensemble de l'année 2025, après 2,7% l'année précédente. Pour cette année, l'inflation devrait continuer de ralentir et s'établir à 2,1%, selon les prévisions inscrites au budget de l'Etat.

ELLE L'ACCUSE D'AVOIR "DÉLIBÉRÉMENT DÉSÉQUILIBRÉ" LES FINANCES D'UNE ACIÉRIE GÉANTE

L'Italie réclame la somme colossale de 7 milliards d'euros à ArcelorMittal

Les commissaires de l'Etat italien chargés de la gestion de l'ancienne aciérie géante Ilva réclament sept milliards d'euros de dommages et intérêts à son ancien propriétaire, le groupe ArcelorMittal, selon une plainte consultée par l'AFP ce mardi 13 janvier, confirmant les informations du Financial Times. Les administrateurs italiens qui supervisent Ilva, la plus grande aciérie d'Europe, ont intenté un procès à son ancien propriétaire, ArcelorMittal, pour obtenir 7 milliards d'euros de

dommages et intérêts, alors que l'usine lutte pour sa survie. Dans un document transmis ce mois-ci au tribunal de Milan consulté par le Financial Times et l'AFP, Acciaierie d'Italia accuse le sidérurgiste d'avoir "délibérément déséquilibré" les finances de l'entreprise, en transférant systématiquement ses ressources vers la maison mère. La plainte, signée par l'avocat Andrea Zoppini, s'appuie sur un audit judiciaire réalisé après la reprise du site par l'Etat italien, il y a près de deux

ans. "La faillite d'Acciaierie d'Italia (...) ne semble pas être le résultat d'erreurs de gestion isolées ou d'une détérioration soudaine de l'environnement industriel", peut-on lire dans la plainte. "Des activités complexes" de contrôle ont plutôt révélé "une stratégie cohérente, délibérée et à long terme mise en oeuvre par ArcelorMittal [...] visant le transfert systématique et unilatéral de ressources vers la multinationale sidérurgique", ajoute-t-on de même source. Selon les commissaires, il s'agissait

d'un "plan prédateur complexe, mis en oeuvre de 2018 à 2024". D'après le Financial Times, le document a été notifié à ArcelorMittal lundi mais le groupe luxembourgeois n'a pas immédiatement répondu à une demande de commentaire. De même pour Acciaierie d'Italia et Me Andrea Zoppini, précise le journal financier britannique. Le Financial Times ajoute que cette plainte devrait être l'une des plus importantes jamais entendues par un tribunal italien.

Redoutable, le malware VoidLink menace les infrastructures Linux et cloud, puis se transforme en fantôme

Un logiciel malveillant Linux natif du cloud, baptisé VoidLink et découvert par Check Point Research, cible les infrastructures critiques, dont il exploite les failles, au lieu de viser les utilisateurs.

Le cloud n'est plus ce sanctuaire numérique que l'on pensait invulnérable. Alors que les hackers s'acharnent sur Windows, une nouvelle menace vise les infrastructures Linux qui font tourner nos services critiques. VoidLink ne vole pas vos données et ne chiffre pas vos fichiers. Non, ce malware s'installe directement dans les fondations du cloud pour y rester indéfiniment, en étant au passage quasiment indétectable.

VoidLink, un caméléon qui s'adapte pour échapper à la détection

VoidLink, identifié par le spécialiste cyber Check Point, n'est pas un malware comme les autres. Développé spécifiquement pour les environnements cloud et conteneurisés basés sur Linux, il représente l'aboutissement d'une évolution inquiétante dans le paysage des cybermenaces. Car contrairement aux logiciels malveillants traditionnels qui ciblent les postes de travail individuels, celui-ci a été pensé dès sa conception pour s'intégrer discrètement à l'infrastructure cloud elle-même.

Ce qui distingue vraiment VoidLink, c'est son intelligence situationnelle. Imaginez un cambrioleur qui analyserait les caméras de surveillance avant d'agir, et dites-vous que le malware scanne en permanence le niveau de sécurité qui l'entoure. S'il détecte une protection forte, il se fait tout petit et agit au ralenti. Face à un système mal défendu, il accélère ses opérations. Un réflexe de survie très efficace. Avec plus de 30 plugins identifiés, VoidLink déploie une architecture modulaire inquiétante. Reconnaissance du



terrain, vol d'identifiants, déplacement latéral dans les réseaux, ou exploitation des conteneurs, les attaquants peuvent enrichir leur arsenal au fil de l'eau, sans avoir à redéployer le malware principal. Une flexibilité qui transforme chaque infection en menace évolutive.

L'infrastructure cloud, nouvelle cible privilégiée des cybercriminels

Le changement de paradigme est assez net. Ici, les hackers ne visent plus vos ordinateurs, mais les systèmes qui les alimentent. Les entreprises sont nombreuses à migrer vers le cloud pour faire tourner leurs applications critiques, et les cybercriminels ont parfaitement compris où se trouvait le véritable nerf de la guerre. S'infiltrer dans l'infrastructure sous-jacente offre un accès bien plus stratégique que le piratage tradi-

tionnel d'endpoints individuels.

VoidLink exploite de façon méthodique les failles de visibilité inhérentes aux environnements cloud modernes. Ces infrastructures, souvent hétérogènes et complexes, présentent des zones d'ombre que le malware sait parfaitement exploiter. Il en résulte une compromission à long terme qui peut passer totalement inaperçue jusqu'à ce qu'un vol de données massif, une interruption de service critique ou une intrusion majeure révèle sa présence.

L'objectif n'est donc pas le sabotage immédiat, vous l'aurez compris, mais bien l'accès persistant. Les attaquants s'installent confortablement dans les systèmes cloud, observent, collectent des informations, étendent progressivement leur emprise. La patience leur permet de maximiser la valeur de leur intrusion et d'exploiter leurs victimes sur la

durée. C'est bien un véritable changement de tactique dans le monde du cybercrime.

Un fantôme insaisissable dans la machine

VoidLink pousse l'art de la furtivité à son paroxysme. Comme nous l'explique CheckPoint, le malware utilise des protections en mémoire particulièrement sophistiquées pour dissimuler ses composants malveillants. Cela rend sa détection extrêmement ardue, même pour les outils d'analyse avancés. Mais son atout le plus redoutable reste son mécanisme d'autodestruction : à la moindre tentative d'analyse, VoidLink s'efface complètement sans laisser de traces. Cette capacité d'auto-élimination complique le travail des équipes de sécurité et des experts en forensic numérique.

Impossible de l'autopsier, difficile de comprendre son fonctionnement exact, quasi-impossible de remonter la piste jusqu'aux attaquants. C'est frustrant, et c'est précisément ce qui différencie VoidLink des malwares Linux classiques. Son niveau de sophistication dépasse tout ce qu'on avait vu jusqu'ici sur ce type d'environnement.

« VoidLink illustre l'évolution des cyberattaques, passant de simples intrusions éphémères à des compromissions silencieuses au niveau de l'infrastructure », explique Eli Smadja, responsable de la recherche chez Check Point. « Se défendre contre ces menaces exige d'étendre la sécurité préventive aux environnements cloud et Linux, avec une visibilité continue, des renseignements sur les menaces en temps réel et des protections spécifiquement conçues pour les charges de travail natives du cloud. »

Brèves

CrowdStrike rachète Seraphic

Une poignée de jours après avoir mis la main sur SGNL, une start-up spécialisée dans la protection des identités pour 740 M\$, l'éditeur de sécurité annonce le rachat de Seraphic. Le montant de l'opération est évalué à 400 M\$. Cette start-up israélienne propose une technologie pour sécuriser la navigation web, qui sera intégrée à la plateforme Falcon de CrowdStrike. « Avec Seraphic, CrowdStrike transforme le SOC en corrélant des milliards de signaux provenant des terminaux avec des données télémétriques approfondies collectées pendant les sessions de navigation. Cela permet à la plateforme Falcon de comprendre en temps réel les intentions des utilisateurs, le contexte

des applications et les flux de données », explique le fournisseur. Une acquisition qui semble par ailleurs parfaitement compléter celle de SGNL : « Associées à l'autorisation continue de SGNL, les décisions d'accès ne sont plus statiques. Les autorisations sont accordées de manière dynamique par session et par signal de risque, puis immédiatement révoquées si nécessaire, ce qui permet de bloquer les attaques avant qu'elles n'aient un impact. »

Meta crée une entité pour les infrastructures IA

La maison-mère de Facebook, Instagram et WhatsApp lance une division baptisée Meta Compute, qui sera chargée de superviser la construction des datacenters dédiés à l'IA. Cette activité

sera co-dirigée par Santosh Janardhan, responsable de l'infrastructure mondiale et co-responsable de l'ingénierie chez Meta, et Daniel Gross, ancien cofondateur de Safe Superintelligence. Dans un message, Mark Zuckerberg a souligné que « Meta prévoit de construire des dizaines de gigawatts au cours de cette décennie et des centaines de gigawatts ou plus à terme ». Il ajoute, « la manière dont nous concevons, investissons et établissons des partenariats pour construire cette infrastructure deviendra un avantage stratégique. »

Extreme Networks prêt à s'emparer de Ruckus Networks

Selon plusieurs sources proches du

dossier interrogées par Bloomberg, Extreme Networks étudie actuellement le rachat de Ruckus Networks auprès de CommScope. La transaction pourrait dépasser le milliard de dollars. L'historique de cette société est assez chargée : fondée aux débuts des années, elle était entrée en bourse en 2012 avant d'être rachetée par Brocade Communications qui l'avait cédé à Arris International en 2017 (suite à son rachat par Broadcom) avant de tomber dans le giron de CommScope en 2019. Les solutions de Ruckus, positionné sur les routeurs et points d'accès WiFi en zone dense (grands espaces publics, appartements et résidences, établissements scolaires...), complèteraient le portefeuille d'Extreme Networks ciblant principalement les grands comptes.

BMW introduira la future M3 électrique en 2027

La Première BMW M 100% électrique de l'histoire devrait débarquer dès l'année prochaine, et reprendre la base de la future BMW i3. Mais loin de ne proposer qu'un peu plus de puissance, elle va au contraire pousser les curseurs très loin, notamment en intégrant jusqu'à 4 moteurs électriques. De quoi en faire l'une des meilleures voitures électriques du marché ?

BMW n'a même pas encore officiellement dévoilé la nouvelle Série 3 « Neue Klasse » que la marque nous détaille déjà ce que sera sa version M électrique ! Les sorciers de Motorsport semblent en effet plancher sur une version très aboutie de la berline et nous mettent l'eau à la bouche avec quelques infos gratuites. On apprend notamment via un communiqué (information confirmée de vive voix par des ingénieurs travaillant sur le projet) que « dans tous les modèles BMW M Neue Klasse, deux groupes motopropulseurs sur les essieux avant et arrière, avec chacun un moteur électrique par roue, assurent la performance attendue d'une BMW M ».

Un moteur par roue (ils sont montés en parallèle), c'est donc l'assurance de pouvoir faire du torque vectoring dans tous les sens : gérer comme on veut le couple entre l'avant et l'arrière mais aussi entre les roues d'un même essieu, afin de maximiser l'agilité. Cette transmission d'un nouveau genre est baptisée BMW M eDrive, par écho au BMW M xDrive que l'on trouve sur les thermiques et hybrides. Que les puristes des BMW d'antan se rassurent, c'est toujours le train arrière qui est privilégié afin de conférer un comportement survireur à l'auto, et le train avant peut même être totalement déconnecté lorsque l'on n'en a pas besoin. Pratique pour notamment favoriser l'efficacité quand on n'a pas besoin de la puissance maximale. Plus intéressant, on apprend que chaque moteur aura aussi sa propre boîte de vitesses, ce qui est beaucoup plus rare sur les voitures électriques car la plupart se contentent d'un simple réducteur.

De l'électronique de pointe pour la future M3 électrique

Une sacrée usine à gaz que BMW annonce maîtriser via son calculateur « Heart of Joy », qui simplifie l'électronique en centralisant toutes les fonctions de conduite (accélération, frein, direction...)



plutôt que d'avoir de multiples calculateurs devant dialoguer entre eux. Côté software, on peut aussi compter sur le M Dynamic Performance Control pour s'assurer d'exploiter à fond les possibilités de l'électronique et aller plus loin dans la performance qu'avec le Heart of Joy que l'on trouve déjà dans le récent iX3 par exemple, que nous avons essayé en fin d'année dernière.

Une façon aussi de proposer des fonctionnalités spécifiques aux modèles Motorsport, puisque BMW annonce par exemple un son moteur synthétisé spécifique et, plus excitant concernant l'implication au volant, l'émulation d'une fausse boîte de vitesses comme ce que l'on peut trouver sur une Hyundai Ioniq 5 N. Sachant que cette dernière est ni plus ni moins que l'une des électriques les plus enthousiasmantes à conduire notamment grâce à cet artifice qui permet d'oublier

que l'on est au volant d'une auto à batterie, il nous tarde de voir ce que donnera la proposition de BMW !

Une puissance de charge ultra rapide

Pour l'instant, impossible d'être plus précis que ça sur la fiche technique de celle que l'on découvrira dans plus d'un an, et BMW se garde bien de donner trop d'info. On sait juste que faisant partie de la famille Neue Klasse, la première M électrique de l'histoire reprendra donc la plateforme en 800V du iX3 et qu'elle aura un pack batterie faisant partie intégrante de sa structure. En revanche, la chimie de batterie sera différente et si on sait que la capacité nette excédera 100 kWh (108,7 kWh utile sur le iX3, pour mémoire), BMW précise que la puissance délivrable en pic sera bien plus élevée et que la puissance de charge de-

vrait elle aussi augmenter. Sachant qu'elle est déjà de 400 kW sur l'iX3, on se demande bien quelle sera la limite ! Pour finir sur ce chapitre, on sait que la récupération d'énergie au freinage sera aussi encore plus élevée, le tout n'étant évidemment possible que grâce à un refroidissement aux petits oignons. S'il faudra se contenter de photos de prototypes camouflés pour l'instant (mais qui annoncent déjà la couleur en se montrant en drift sur la neige), on sait déjà que la nouvelle venue embarquera quelques éléments réalisés en fibre non pas de carbone, mais naturelle. Du chanvre, plus précisément, un matériau déjà utilisé en compétition notamment en Formula E, en DTM et sur une M4 GT4 pendant les 24h du Nürburgring. Quant à la question du nom de la bête, les spéculations sont ouvertes : i3 M ? iM3 ? Autre chose ? On vous laisse prendre les paris !

Le nouveau BMW X3 reçoit un correctif pour un problème vraiment surprenant

Certains propriétaires de l'actuelle génération de BMW X3 (code G45) ont pu connaître une drôle de mésaventure : celle d'un volant qui tourne tout seul à l'arrêt sans aucune intervention du conducteur, comme s'il était devenu fou ! Même si ce problème a surtout été signalé aux Etats-Unis, où le modèle est fabriqué, les exemplaires vendus en France ne sont pas totalement à l'abri. Mais la marque à l'hélice organise une campagne de rappel afin de corriger ce dysfonctionnement plus étonnant que réellement dangereux, aucun accident n'ayant été déploré. Des volants qui se mettent à tourner tout seul de gauche à droite sur le nouveau BMW X3 ? C'est ce que montrent certaines vidéos sur les réseaux sociaux. Ce problème pour le moins inhabituel ne s'est heureusement produit qu'à l'arrêt, et aucun accident n'est à déplorer jusqu'ici. Mais

la marque allemande propose désormais une solution. Elle a lancé un correctif, qui concerne 3 100 exemplaires en France. Aux Etats-Unis, où la plupart de ces cas de "volants fous" ont été signalés, ce sont même près de 37 000 véhicules qui font l'objet d'un rappel.

Quelle solution prévoit BMW pour ce problème de "volant fou" ?

D'après BMW, c'est une erreur logicielle qui pourrait entraîner une détection incorrecte du capteur de la direction et engendrer un mouvement involontaire du volant. Le constructeur ajoute par ailleurs que "si le dysfonctionnement est détecté correctement, le conducteur est averti via un message Check Control sur l'affichage central et ressent une légère modification du ressenti de la direction". Mais la mise à jour que la marque déploie en ce moment pour



le logiciel du système de direction de son X3 doit permettre d'éviter tous ces désagréments. Même si elle pourra également être effectuée à distance dans certains cas, BMW préconise plutôt de se rendre en atelier. Le téléchargement et l'installa-

tion prendront en effet une cinquantaine de minutes, tout en exigeant quelques manipulations comme un calibrage du volant, en braquant successivement de gauche à droite. Cela pourra évoquer des souvenirs à certains passionnés de simracing...

Comment seront prévenus les propriétaires de BMW X3 ?

Ce rappel concerne uniquement l'actuelle génération de X3, dont le code est G45. Elle ne doit pas être confondue avec le tout nouvel iX3 100 % électrique (code NA5), qui n'a pas encore commencé à être livré aux clients et qui utilise une base totalement différente. Les modèles touchés ont tous été fabriqués entre octobre 2024 et octobre 2025, dans l'usine américaine de Spartanburg. L'intervention sera évidemment gratuite, surtout que l'on parle ici de véhicules encore garantis. Elle pourra parfois être effectuée au moment d'un passage au garage, en complément d'une révision classique. Mais BMW prévoit également d'envoyer un courrier pour avertir ses clients de l'existence de cette mise à jour.

Mots fléchés

Prénom féminin		Brodequins		Se priva		Table de marché		Un anglais	Fils d'Eson		Listes des mets		Occasion
Peintre vénitien						Trans-lation							
									Au moyen de				
Truculence		Persiflage		Dieu du ciel							Mot de peste		
											Consolées		
									Projectile militaire				
									Beau perroquet				
Colère ancienne				Temps d'une révolution			Département picard	Bêtes					Grand pays
Marque				Camarade du petit Nicolas				Orateur grec					
					Crépuscule								
					Marque de dédain					Grand fleuve		Mettre en sacs	
Défici-ences													
Joli mois													
			Signe musical						Ville allemande				
			Os du genou						Textile				
Manillon	Longue période				Vraies								Solutions
	Athlètes				Crique								
		Risquât					Action	Enlever		Gibecière			
		Fleuve entre la Pologne et L'Allemagne								Secrétée par des mollusques			
Vase				Prisses		Cordage marin					Chlore		
Replètes											A l'intérieur de		
						Plumet							
Revérifiée						Demeures épisco-pales							
Foyers						Petite classe							
					Acclamation				Train de banlieue				Epuisèrent
Ivre		Enseigna	Divisiez									Relatif à l'utérus	
					Moment de détente	Allure du cheval		Étain	Créateur des bonshommes bleus à la télé	Petits de l'âne	Traditions		
											En ce lieu		
Dans			Contente										
Relatif à l'âne													
				Dire									
				Conte cours									
Entrave pour animaux	Rolls-Royce		Pays breton					Fleuve sauvage					
			Brevet de technicien					Cube de jeu					
							Action de céder				Indium		
Quotient						Imaginent							

PÉTROLE

Le Brent augmente à plus de 66 dollars

Les cours du pétrole ont progressé mercredi, portés par une série de facteurs géostratégiques pesant de plus en plus sur l'approvisionnement du marché. Avant midi, le prix du baril de Brent de la mer du Nord, pour livraison en mars, prenait 0,92% à 66,07 dollars. Son équivalent américain, le baril de West Texas Intermediate, pour livraison en février, gagnait 0,93% à 61,72 dollars.



ANP

Mise en échec de tentatives d'introduction de plus de 3 quintaux de kif traité via les frontières avec le Maroc

Des tentatives d'introduction de plus de trois (3) quintaux de kif traité via les frontières avec le Maroc ont été mises en échec et 40 narcotrafiquants ont été arrêtés, lors d'opérations exécutées par des détachements de l'Armée nationale populaire (ANP), en coordination avec les différents services de sécurité, durant la période allant du 08 au 13 janvier en cours, indique, mercredi, un bilan opérationnel de l'ANP.

"Dans la dynamique des efforts soutenus dans la lutte antiterroriste et contre la criminalité organisée multiforme, des unités et des détachements de l'Armée nationale populaire ont exécuté, durant la période allant du 08 au 13 janvier 2026, plusieurs opérations ayant abouti à des résultats de qualité qui reflètent le haut professionnalisme, la vigilance et la disponibilité permanente de nos Forces Armées à travers tout le territoire national", précise la même source.

Dans le cadre de la lutte antiterroriste, "des détachements de l'Armée nationale populaire ont arrêté (5) éléments de soutien aux groupes terroristes, dans différentes opérations à travers le territoire national".

Dans le cadre de la lutte contre la criminalité organisée et "en continuité des efforts déployés afin de contrecarrer le fléau du narcotrafic dans notre pays, des détachements combinés de l'ANP ont intercepté, en coordination avec les différents services de sécurité, lors d'opérations exécutées à travers les Régions Militaires, (40) narcotrafiquants et mis en échec des tentatives d'introduction de (3) quintaux et (4) kilogrammes de kif traité provenant des frontières avec le Maroc, alors que (34,7) kilogrammes de cocaïne et (222.218) comprimés psychotropes ont été saisis".

CHÔMAGE MONDIAL

Un taux stable de 4,9% prévu en 2026

Le taux de chômage mondial devrait rester stable en 2026, à 4,9 %, selon le rapport annuel de l'Organisation internationale du Travail (OIT) sur l'emploi et les questions sociales, rendu public mercredi.

L'organisation onusienne met toutefois en garde contre la persistance des difficultés rencontrées par les jeunes sur le marché du travail, ainsi que contre les risques liés à l'intelligence artificielle (IA), à l'automatisation et aux tensions commerciales actuelles.

Selon le rapport, l'IA et l'automatisation pourraient accentuer les obstacles à l'emploi, en particulier pour les jeunes diplômés des pays à revenu

élevé.

"Si l'impact global de l'IA sur l'emploi des jeunes demeure incertain, son ampleur potentielle justifie une vigilance étroite", souligne l'OIT.

Le document relève également la persistance des inégalités de genre, les femmes ne représentant que deux cinquièmes de l'emploi mondial et ayant 24 % de chances en moins que les hommes de participer au marché du travail.

Par ailleurs, l'OIT met en évidence l'effet des mutations démographiques et des perturbations du commerce mondial sur l'emploi, appelant à des politiques coordonnées visant à renforcer la productivité, réduire les inégalités et faire du

commerce et de la technologie des leviers du travail décent, notamment dans les pays les plus pauvres.

L'organisation souligne que l'incertitude entourant les règles commerciales et les goulots d'étranglement dans les chaînes d'approvisionnement continuent de peser sur les salaires, en particulier en Asie du Sud-Est, en Asie du Sud et en Europe.

Le rapport précise qu'en 2024, près de 465 millions d'emplois dans le monde dépendaient de la demande étrangère, à travers les exportations de biens et de services ainsi que les chaînes d'approvisionnement associées.

Chronique Eco

d'Anouar El Andaloussi

L'Altruisme et l'Egoïsme des Etats

L'altruisme et l'égoïsme sont les deux faces d'une même pièce. On a toujours pensé que ces deux attitudes sont propres à l'homme. Pour les Etats, on préfère parler d'intérêt. L'altruisme est une disposition ou une attitude à servir les autres et surtout à ne pas se désintéresser des autres ; alors que l'égoïsme est une attitude tout à fait opposée, c'est la recherche excessive et exclusive de son intérêt, souvent avec mépris vis-à-vis des autres. Pour les Etats, on utilise la notion d'intérêt ; la formule célèbre : « les Etats n'ont pas d'amis mais des intérêts » est très utilisée. Avec l'avènement de Trump et les réactions des autres pays, les attitudes d'égoïsme sont présentes dans les relations internationales, alors que les attitudes altruistes sont combattues avec violence. Les Etats et les organisations qui ont soutenu, aidé, défendu les palestiniens face au génocide organisé par Israël avec l'appui des Etats unis ont été menacés et même ils ont été interdits d'entrée aux Etats Unis pour assister aux sessions des organisations des Nations Unies et de leurs agences. C'est le cas notamment de l'Iran, de l'Autorité palestinienne, du Venezuela... et même de certaines personnes comme les juges des Cours internationales (CIP, CIJ) au motif qu'ils ont condamné les dirigeants israéliens. Le retrait des Etats Unis de plusieurs agences onusiennes est l'autre exemple d'égoïsme de ce pays. Pourtant depuis la seconde guerre mondiale, les USA ont souvent été solidaires de plusieurs

pays face à des situations difficiles et ont contribué significativement au financement du système des Nations Unis. Trump excelle dans l'humiliation des chefs d'Etat.

Myriam Revault d'Allonnes (philosophe, entretien Le Monde du 13 janvier 2026, p.22), écrit : « Le sentiment d'humiliation est un moteur puissant qui, lorsqu'il n'arrive pas à se muer en affirmation positive, peut conduire à la haine. » Elle ajoute, « Les progrès de la rationalité n'entraînent pas ceux de la culture. Cela peut même devenir l'inverse, lorsque les normes morales de la rationalité, celles-là mêmes qui fondent la civilisation, se retournent en entreprise meurtrière et que s'efface l'attention à l'autre comme notre semblable », c'est exactement l'attitude de Trumpet d'autres lorsqu'ils exhibent leurs technologies militaires pour menacer et même pour anéantir l'autre, parce qu'il est différent ou ne partageant pas la même rationalité. Et de conclure : « Nos démocraties ne doivent pas abandonner les émotions aux populismes. » Aujourd'hui, les populistes prennent le pouvoir par la voie démocratique ou non un peu partout. C'est la fin des idéologies ! Les Etats post-idéologique sont des acteurs transnationaux dont l'ambition est de dominer le plus faible et contrôler le plus vulnérable. Les USA veulent dominer tous les pays du Sud et contrôlent déjà les pays occidentaux. L'Etat voleur et prédateur est né. L'économie devient le premier instrument de domination et de soumission

des autres. Ainsi la violence entre Etats est souvent le seul moyen de règlement des différends. Le nationalisme et le souverainisme en économie conduisent souvent à une limitation aux échanges par des mesures de protection tarifaires ou non tarifaires. La mondialisation heureuse aura vécu. Pourtant celle-ci a été plébiscitée par tous les pays si l'on en juge par le nombre de pays ayant adhéré à l'OMC. Même un économiste de renom considéré de gauche au sens américain (prix Nobel d'économie avait intitulé son livre « La mondialisation n'est pas coupable : vertus et limites du libre -échange », Paul Krugman, 1996). En effet, d'un point de vue empirique, le libre -échangé a profité à beaucoup d'économies du Nord comme du Sud. Qu'aura été la Chine ou le Vietnam ou l'Indonésie ou les philippines ou l'Argentine.....sans le libre-échange. Il est vrai aussi, que le libre-échange a fragilisé des économies faiblement organisées comme celles d'Afrique. L'OMC brille ces derniers temps par son absence dans les débats et les arènes internationales ; est-ce la fin de missions ?

Mais avec l'avènement du populisme et ses avatars le nationalisme et le suprémacisme, le libre-échange est contraint par la violence des Etats dit libéraux qui sont devenus brutalement voleur et prédateur (cas du Venezuela). C'est la fin de la Mondialisation. Quelques conclusions s'imposent par rapport à cette évolution économique du monde. D'abord, l'alliance atlantique USA-Eu-

rope se fissure, ensuite les institutions nées dans l'après-guerre autour de la transformation de la Société des Nations en ONU et la création des institutions de Bretton-woods (FMI, Banque mondiale), créés par les vainqueurs sur le fascisme et le populisme dont la mission est d'organiser l'économie mondiale pour le bien de tous. Tout ceci est aujourd'hui soufflé par les comportements de certains Etats, en particulier les USA. Enfin, les nouvelles alliances, comme les BRICS+, ont été mises à rude épreuve par le contexte des mouvements géopolitiques des deux dernières années. Leurs manifestations sur la crise en Ukraine, en Palestine, face aux agressions de Trump envers la Russie, la Chine et même l'allié Indien (tous membres fondateurs des BRICS+) étaient symboliques et sans impacts notoires.

La violence des USA sera encore plus forte, comme dans toute fin d'empire, lorsqu'ils se sentent menacés par la disparition du privilège exorbitant du Dollar et son système Swift, plus important que le pétrole.

Les Etats ont donc des attitudes égoïstes comme les individus ; chacun pour soi et importe peu le sort des autres.

Face à l'égoïsme des Etats, il faut construire un altruisme interne entre les membres de la nation dont la cohésion sociale doit être le socle central. Préparer le pays à une grande résilience face à la violence des plus forts qui sera la règle dans l'avenir.